

Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et  
Coopération au Développement

**Service de l'Évaluation spéciale de la Coopération belge au  
Développement**

# **Evaluation du FBSA, de l'intégration du thème de la sécurité alimentaire et de l'approche multi-acteurs dans le cadre de la Coopération belge au développement**



## **Rapport final - Annexes**

**Octobre 2019**

L'évaluation a été menée par Particip GmbH et a bénéficié de l'appui d'un comité d'accompagnement à Bruxelles. Le Service de l'Évaluation spéciale a assuré la conformité de l'évaluation aux termes de référence.

Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du SPF Affaires Etrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

## Liste des annexes

Annexe A : Analyse budgétaire

Annexe B : Rapport sur l'enquête en ligne

Annexe C : Aperçu des programmes du FBSA

Annexe D : Liste des personnes consultées

Annexe E : Liste des documents consultés

# Table des matières

<b>Liste des annexes</b> .....	<b>ii</b>
<b>Table des matières</b> .....	<b>iii</b>
<b>Liste des tableaux, illustrations et encadrés</b> .....	<b>iv</b>
<b>Annexe A : Analyse budgétaire</b> .....	<b>6</b>
A.1 Introduction .....	6
A.2 Analyse budgétaire de l'aide publique au développement belge.....	6
A.3 Analyse budgétaire du FBSA.....	10
<b>Annexe B : Rapport sur l'enquête en ligne</b> .....	<b>17</b>
B.1 Introduction et approche méthodologique.....	17
B.2 Information sur les répondants .....	17
B.3 Présentation des réponses.....	18
B.3.1 Pertinence .....	18
B.3.2 Coordination et synergies .....	21
B.3.3 Mise en œuvre .....	23
B.3.4 Réalisations .....	27
B.3.5 Résultats.....	28
B.3.6 Valeur ajoutée de l'approche multi-acteurs .....	36
B.3.7 Enseignements du FBSA.....	38
<b>Annexe C : Aperçu des programmes du FBSA</b> .....	<b>40</b>
<b>Annexe D : Liste des personnes consultées</b> .....	<b>43</b>
<b>Annexe E : Liste des documents consultés</b> .....	<b>52</b>
<b>Documents stratégiques</b> .....	<b>52</b>
<b>Documents pays</b> .....	<b>52</b>
Guinée.....	52
Bénin .....	53
Tanzanie.....	55
Mozambique.....	56
Burundi .....	58
Mali.....	60
<b>Nouvelle programmation</b> .....	<b>61</b>
<b>Autres</b> .....	<b>61</b>

# Liste des tableaux, illustrations et encadrés

## Liste des graphiques

Graphique 1	Distribution du budget FBSA total (5 pays) par secteur (en pourcentage)	12
Graphique 2	Distribution du budget FBSA total (5 pays) par pilier de la sécurité alimentaire et secteur eau (en pourcentage).....	13
Graphique 3	Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 par valeur du marqueur spécifique au genre (en pourcentage) .....	15
Graphique 4	Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 par type de contrat (en pourcentage) .....	16
Graphique 5	Q1 Besoins et défis en termes de sécurité alimentaire – Aperçu des réponses	18
Graphique 6	Q2 Consultation avec les acteurs nationaux et locaux – Aperçu des réponses	20
Graphique 7	Q3 Coordination interne entre les différentes composantes/projets – Aperçu des réponses .....	21
Graphique 8	Q4 Coordination externe – Aperçu des réponses .....	22
Graphique 9	Q5 Flexibilité des procédures – Aperçu des réponses .....	23
Graphique 10	Q6 Allocations budgétaires – Aperçu des réponses .....	25
Graphique 11	Q7 Abrogation – Aperçu des réponses .....	26
Graphique 12	Q8a Renforcement des capacités des producteurs – Aperçu des réponses	27
Graphique 13	Q8b Renforcement des capacités des acteurs institutionnels* et de la gouvernance – Aperçu des réponses .....	27
Graphique 14	Q8c Adaptation des techniques agricoles innovantes – Aperçu des réponses	28
Graphique 15	Q9a Résilience des populations vulnérables – Aperçu des réponses ...	28
Graphique 16	Q9b Augmentation de la production agricole – Aperçu des réponses..	29
Graphique 17	Q9c Renforcement des marchés locaux – Aperçu des réponses .....	29
Graphique 18	Q9d Augmentation des revenus (agricoles et non agricoles) – Aperçu des réponses	30
Graphique 19	Q9e Consolidation des chaînes de valeur – Aperçu des réponses.....	30
Graphique 20	Q9f Amélioration de l'accès aux services sociaux de base (santé, eau, éducation) – Aperçu des réponses .....	31
Graphique 21	Q10a Disponibilité des denrées alimentaires – Aperçu des réponses ..	32
Graphique 22	Q10b Accès financier et physique aux denrées – Aperçu des réponses	32
Graphique 23	Q10c Utilisation des aliments à niveau nutritionnel adéquat – Aperçu des réponses	33
Graphique 24	Q10d Stabilité des trois dimensions ci-dessus dans le temps – Aperçu des réponses	33
Graphique 25	Q11a Effet sur le genre – Aperçu des réponses .....	34
Graphique 26	Q11b Effet sur le changement climatique – Aperçu des réponses .....	35
Graphique 27	Q11c Effet sur l'environnement – Aperçu des réponses .....	35
Graphique 28	Q11d Effet sur le droit de l'homme – Aperçu des réponses .....	36
Graphique 29	Q12 Approche multi-acteurs – Aperçu des réponses .....	37

## Liste des tableaux

Tableau 1	Evolution des versements l'APD belge en agriculture et sécurité alimentaire (en millions EUR) .....	7
Tableau 2	Evolution des versements l'APD belge en agriculture et sécurité alimentaire (en pourcentage du total de l'APD) .....	8

Tableau 3	Evolution des dépenses de coopération en agriculture et sécurité alimentaire dans le budget de la DGD (en millions EUR) .....	9
Tableau 4	Evolution des dépenses de coopération en agriculture et sécurité alimentaire dans le budget de la DGD (en pourcentage du total des dépenses de la DGD) .....	9
Tableau 5	<i>Distribution du versement FBSA annuel entre 2010 et 2018 par type d'intervention (en millions EUR) .....</i>	10
Tableau 6	<i>Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 par type d'intervention et par pays (en millions EUR).....</i>	11
Tableau 7	<i>Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 aux programmes FBSA (en millions EUR) .....</i>	11
Tableau 8	<i>Distribution du budget total des 5 programmes FBSA par secteur (en millions EUR) .....</i>	12
Tableau 9	Distribution du budget total des 5 programmes FBSA par piliers de la sécurité alimentaire (en millions EUR).....	13
Tableau 10	<i>Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 par valeur du marqueur spécifique au genre (en millions EUR) .....</i>	14
Tableau 11	<i>Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 par type de contrat (en EUR) .....</i>	16
Tableau 12	Taux de réponse de l'enquête en ligne par pays.....	18
Tableau 13	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant les besoins et défis en termes de sécurité alimentaire .....</i>	19
Tableau 14	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant la consultation avec les acteurs nationaux et locaux .....</i>	20
Tableau 15	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant la coordination interne aux programmes FBSA.....</i>	21
Tableau 16	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant la coordination externe ..</i>	23
Tableau 17	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant flexibilité des procédures du FBSA .....</i>	24
Tableau 18	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant les allocations budgétaires .....</i>	25
Tableau 19	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant l'abrogation .....</i>	26
Tableau 20	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant les résultats intermédiaires .....</i>	31
Tableau 21	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant les résultats globaux.....</i>	34
Tableau 22	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant les aspects transversaux</i>	36
Tableau 23	<i>Exemples de réponses qualitatives concernant la valeur ajoutée de l'approche multi-acteurs.....</i>	37
Tableau 24	<i>Exemples d'appréciations finales .....</i>	39

# Annexe A : Analyse budgétaire

## A.1 Introduction

Se basant sur l'extraction de données de la base Prisma, l'équipe d'évaluation a effectué une analyse de la contribution de la coopération belge dans le domaine de la sécurité alimentaire à partir de la création du FBSA en 2010 jusqu'en 2018, champ temporel de l'évaluation.

Dans une première partie, l'équipe d'évaluation s'est penché sur l'évolution de l'APD belge en général, puis celle de la DGD en particulier, en ce qui concerne la part consacrée aux thèmes de l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Dans une seconde partie, l'équipe d'évaluation s'est focalisé sur la répartition des allocations que la DGD a consacrée au FBSA entre 2010 et 2018. Les données analysées dans cette partie ont été extraites par l'équipe d'évaluation du Prisma en mai 2019.

## A.2 Analyse budgétaire de l'aide publique au développement belge

Pour effectuer l'analyse de l'évolution de l'APD et du budget de la DGD au sein des thèmes agriculture et sécurité alimentaire, l'équipe d'évaluation a pris en compte les secteurs que la DGD définit comme constitutifs de la part des budgets et dépenses consacrés à ces thèmes, à savoir :

- les dépenses de la sous-allocation « Nutrition de base » au sein du secteur « Santé » ;
- l'ensemble des dépenses du secteur « Agriculture, sylviculture et pêche » ;
- les dépenses de la sous-allocation « Développement rural » au sein du secteur « Multi-sectoriel » ;
- les dépenses de la sous-allocation « Aide alimentaire d'urgence » au sein du secteur « Aide humanitaire » ;
- l'ensemble des dépenses du secteur « Aide alimentaire ».

Comptabilisant les secteurs ci-dessus, les tableaux suivants présentent les dépenses effectives réalisées annuellement au cours de ces neuf dernières années. Les données pour l'année 2018 dans cette analyse ne sont pas entièrement finalisées.

### A.2.1 APD belge

A partir des Tableau 1 et Tableau 2 ci-dessous, l'équipe d'évaluation peut avancer les points d'analyse suivants :

- Après la mise en œuvre effective du FBSA en 2012, l'APD belge augmente ses dépenses consacrées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire (selon les sous-secteurs retenus par la DGD, voir ci-dessus) par rapport aux années précédentes pour se rapprocher de 15% (en 2013) et se situer entre 13 et 14% les deux années suivantes. A partir de l'abrogation du FBSA en 2016, le niveau de dépenses pour ce secteur diminue pour se situer entre 11 et 13%. Ainsi le

maintien d'un niveau de dépenses à 15% réclamé par le parlement et promis par le Ministre n'est plus atteint<sup>1</sup> les années suivantes.

- La part du secteur agriculture (Agriculture, sylviculture, pêche) est également en baisse alors qu'il se situait près des 10% au moment des premières années de mise en œuvre du programme FBSA (2013-2015), il connaît suite à l'abrogation une baisse significative (6,25 et 7,28 % en 2016 et 2018).
- La part des interventions à caractère moins durable (aide humanitaire et alimentaire) représente, selon les années, entre minimum 14 (en 2012) et maximum 30% (en 2016) de ces dépenses consacrées à l'agriculture et la sécurité alimentaire.

**Tableau 1** Evolution des versements l'APD belge en agriculture et sécurité alimentaire (en millions EUR)

Secteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Agriculture, sylviculture, pêche	127,8	138,9	133,4	158,9	155,3	151,7	129,9	150,2	141,5
Aide alimentaire	0	0	0	7,2	3,7	3,5	10,4	10,1	7,5
Nutrition de base <sup>2</sup>	3,9	4,9	5,3	2,8	5,5	3,9	3,3	6,6	4,9
Développement rural <sup>3</sup>	12,5	12,3	15,5	19,5	34,2	11,6	23,7	30,5	22,4
Aide alimentaire d'urgence <sup>4</sup>	72,7	81,3	25,3	70,9	42,9	53,3	54,8	64,2	46,4
<b>Total</b>	<b>216,9</b>	<b>237,4</b>	<b>179,5</b>	<b>259,3</b>	<b>241,5</b>	<b>224,0</b>	<b>232,2</b>	<b>261,7</b>	<b>222,7</b>
Total général APD	2.273	2.019	1.817	1.733	1.847	1.713	2.077	1.943	1.974

Source : Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

<sup>1</sup> Chambre des représentants de Belgique (2017), Résolution relative au FBSA du 20 avril 2017 et Chambre des représentants de Belgique (2016) – Loi-programme – exposé des motifs (décembre 2016).

<sup>2</sup> Sous-allocation du secteur « Santé »

<sup>3</sup> Sous-allocation du secteur « Multi sectoriel »

<sup>4</sup> Sous-allocation du secteur « Aide humanitaire »

Tableau 2 Evolution des versements l'APD belge en agriculture et sécurité alimentaire (en pourcentage du total de l'APD)

Secteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Agriculture, sylviculture, pêche	5,62	6,88	7,34	9,13	8,41	8,86	6,24	7,73	7,28
Aide alimentaire	0,00	0,00	0,00	0,42	0,20	0,20	0,50	0,52	0,39
Nutrition de base	0,17	0,24	0,29	0,16	0,30	0,23	0,16	0,34	0,25
Développement rural	0,55	0,61	0,85	1,12	1,85	0,68	1,14	1,57	1,15
Aide alimentaire d'urgence	3,20	4,03	1,40	4,09	2,32	3,11	3,12	3,31	2,39
<b>Total agriculture et sécurité alimentaire</b>	<b>9,54</b>	<b>11,76</b>	<b>9,88</b>	<b>14,96</b>	<b>13,07</b>	<b>13,08</b>	<b>11,15</b>	<b>13,47</b>	<b>11,46</b>
Total général APD	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

## A.2.2 APD belge de la DGD

A partir des Tableau 3 et Tableau 4 ci-dessous, l'équipe d'évaluation peut mettre en évidence les points d'analyse suivants de l'évolution des dépenses de la DGD :

- Les dépenses comptabilisées comme étant des versements pour l'agriculture et la sécurité alimentaire sont en baisse tant en chiffres absolus qu'en proportion du total si on compare la période de début de mise en œuvre du FBSA et celle après l'abrogation du fonds : plus de 200 millions entre 2013 et 2015 pour un montant en diminution constante après 2016, atteignant un minimum de 154 millions en 2018 ;
- Les dépenses consacrées à l'agriculture (Agriculture, sylviculture, pêche) par la DGD depuis l'abrogation du FBSA sont également en diminution : entre 128 et plus de 140 millions entre 2013 et 2015, pour des volumes de 110 millions ou moins après 2016 ;
- La part de ces dépenses comptabilisées par la DGD comme dépenses pour l'agriculture et la sécurité alimentaire avoisinait les 20% entre 2013 et 2015 mais depuis l'abrogation les chiffres indiquent que l'engagement est de moins en moins important avec une part inférieure à 15% en 2016 et 2018.



**Tableau 3** Evolution des dépenses de coopération en agriculture et sécurité alimentaire dans le budget de la DGD (en millions EUR)

Secteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Agriculture. sylviculture. pêche	118.3	129.1	125.9	141.7	134.9	128.3	94.4	107.5	110.8
Aide alimentaire	0	0	0	2.3	1.6	3.5	3	4.5	3.0
Nutrition de base	3.7	4.9	5	1.1	4.9	3.9	1.9	5.5	3.7
Aide alimentaire d'urgence	51	66.3	16.1	56.6	38.1	53.1	51.5	36	23.1
Développement rural	12.4	12.1	15.3	14.1	23.9	11.4	16.7	20.7	13.5
Total agriculture et sécurité alimentaire	185.5	212.5	162.5	215.9	203.6	200.2	167.5	174.5	154.1
Total général des dépenses de la DGD	1.320	1.340	1.032	1.156	1.222	1.011	1.137	1.085	1.107

Source : Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

**Tableau 4** Evolution des dépenses de coopération en agriculture et sécurité alimentaire dans le budget de la DGD (en pourcentage du total des dépenses de la DGD)

Secteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Agriculture. sylviculture. pêche	8,96	9,64	12,20	12,25	11,04	12,69	8,33	9,90	10,00
Aide alimentaire	0,00	0,00	0,00	0,20	0,14	0,35	0,26	0,41	0,27
Nutrition de base	0,28	0,36	0,49	0,10	0,41	0,39	0,17	0,51	0,33
Aide alimentaire d'urgence	3,86	4,95	1,56	4,89	3,12	6,24	5,41	3,32	2,08
Développement rural	0,94	0,91	1,48	1,22	1,96	1,13	1,47	1,95	1,22
Total agriculture et sécurité alimentaire	14,05	15,86	15,74	18,66	16,65	19,80	14,73	16,06	13,91
Total général des dépenses de la DGD	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

L'analyse faite ci-dessus met en évidence que dans le seul budget de la DGD, la part consacrée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire est en nette diminution par rapport aux premières années de mise en œuvre du FBSA (2013-2015) tant en chiffre absolu qu'en pourcentage du total des dépenses. Ces dernières années le budget de la DGD consacre moins de 15% à ce secteur et en 2018, le montant absolu le plus bas depuis 2010. Dans ce contexte, l'engagement du Ministère de consacré 15% de l'aide publique (APD totale) à l'agriculture et à la sécurité alimentaire n'a jamais été atteint, même s'il s'en est rapproché très fort en 2013 et l'évolution récente des dépenses s'en éloigne de plus en plus. En outre, il faut noter que plusieurs analyses<sup>5</sup> et la plupart des ONG du secteur relativisent les chiffres présentés ci-dessus estimant que le mode de calcul

<sup>5</sup> Coalition contre la Faim (2017) Etude relative à l'évaluation de l'impact des coupes budgétaires de la coopération au développement sur le soutien à la sécurité alimentaire et à l'agriculture.

retenu par la DGD conduit à une certaine surestimation de la part des dépenses consacrés à l’agriculture et à la sécurité alimentaire. Pour ceux qui contestent ce mode de calcul, une partie des montants consacrés au développement rural ne concerne que très indirectement voire pas du tout l’agriculture ; l’aide alimentaire d’urgence<sup>6</sup> et pour certains même l’aide alimentaire structurelle ne sont pas des stratégies durables de lutte contre l’insécurité alimentaire et ne devraient donc pas être prise en compte dans ce calcul des dépenses réservées à l’agriculture et à la sécurité alimentaire. Si on devait prendre en compte ces remarques l’écart entre les financements effectivement consacrés à l’agriculture et à la sécurité alimentaire et l’engagement du gouvernement serait encore beaucoup plus important.

## A.3 Analyse budgétaire du FBSA

### A.3.1 Dichotomie du financement des programmes du FBSA et des projets FBS

Allouées sur la ligne budgétaire (allocation de base) 54 17 35.60.50 les dépenses sur les programmes FBSA pourraient être confondues avec celles des projets FBS, qui ont été poursuivies après l’abrogation du FBS. Dans le Tableau 5, un départage entre les programmes FBSA et les projets FBS par l’équipe d’évaluation permet de voir que la finalisation des projets FBS a bénéficié d’une partie du budget prévu pour le FBSA pendant son exécution et au-delà de son abrogation jusqu’en 2017. L’allocation budgétaire du FBSA a donc permis de finaliser, de manière très significative, des projets entamés sous la législation du FBS.

Par ailleurs, alors que le FBSA a été créé en 2010, les dépenses effectives destinées à ce programme ne se sont concrétisées qu’à partir de 2012 mais ont par contre été poursuivies au-delà de son abrogation jusqu’à ce jour pour certains pays où les programmes sont encore en cours. Ce constat met en évidence la période préparatoire à la mise en œuvre du FBSA (adoption de la loi. de la loi d’exécution. de la note de stratégie FBSA et la formulation des premiers projets durant les années 2010 et 2011) : l’exécution effective du premier projet au Mali étant entamée au début de l’année 2012.

Tableau 5 Distribution du versement FBSA annuel entre 2010 et 2018 par type d’intervention (en millions EUR)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Programmes FBSA	0	0	2.45	7.87	6.65	7.56	11.18	9.65	5.27
Projets FBS	16.54	21.59	19.84	12.61	9.16	4	2.26	1.18	0

Source: *Particip*, basé sur extractions de *Prisma* (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

Dans le cas spécifique des pays dans lesquels un programme FBSA a été réalisé (Tableau 6), sur la période 2010 à 2018, les dépenses liées aux projets FBS représentent tout de même une part importante par rapport aux dépenses consacrées au FBSA. Elles représentent jusqu’à 40 % du montant total des dépenses effectuées sur cette allocation de base 54 17 35.60.50 pour ces cinq pays. Au Bénin, les dépenses consacrées aux projets FBS sont même supérieures à celles destinées au programme FBSA.

<sup>6</sup> Budget qui comprend par exemple un projet UNICEF uniquement centré sur l’éducation.

Tableau 6 Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 par type d'intervention et par pays (en millions EUR)

Pays	Programmes FBSA	Projets FBS	Total par pays
Bénin	7.1	9.3	16.4
Burundi	11.1	9.9	21
Mali	12.5	6	18.5
Mozambique	11.1	1.6	12.7
Tanzanie	9.2	7.1	16.3
Total par intervention	51	33.9	

Source: Particip. basé sur extractions de Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

Le Tableau 7 suivant présente les décaissements annuels pour chacun des pays développant un programme FBSA au cours de la période 2010-2018. En observant ces données, l'équipe constate que constater dans 3 pays (Bénin, Burundi, et Tanzanie), une baisse nette des versements, voire aucun versement pour le Burundi, durant la 3<sup>e</sup> année de mise en œuvre. Cela met en évidence la difficulté d'absorption du début de ces programmes (avec probablement des situations particulières comme au Burundi). Celle-ci est à mettre en parallèle avec les difficultés soulignées lors de plusieurs entretiens quant à la mise en œuvre de l'approche multi-acteurs durant les premières années.

Tableau 7 Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 aux programmes FBSA (en millions EUR)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Bénin	0	0	0	0	0.090	2.32	0.26	2.70	2.46	7.85
Burundi	0	0	0.065	2.67	0	2.24	2.27	1.79	1.63	10.68
Mali	0	0	2.38	3.21	3.20	1.31	2.85	0.032	0	13.00
Mozambique	0	0	0	1.89	1.12	1.53	3.22	2.49	0.76	11.03
Tanzanie	0	0	0	0.085	2.23	0.15	2.55	2.62	0.41	8.05

Source: Particip. basé sur extractions de Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

### A.3.2 Distribution du financement des programmes FBSA par secteur

Afin de permettre une analyse sectorielle du financement FBSA à travers ses cinq programmes au-delà des secteurs propres à Prisma, l'équipe d'évaluation a relevé six secteurs clés spécifiques et communs aux programmes, à savoir : coordination, Gouvernance, production et développement agricole, Nutrition, Eau, diversification des revenus. Sur la base des objectifs et/ou des résultats ciblés de chaque composante des programmes et le départage budgétaire de ceux-ci, l'équipe d'évaluation a constitué le Tableau 8 ci-dessous, reflétant la répartition des dépenses des cinq programmes FBSA sur ces six secteurs clés identifiés.

Globalement, les deux secteurs auxquels le programme FBSA consacre les plus de financement sont en premier lieu la production et de développement agricole et en second lieu la gouvernance. Si on examine la contribution budgétaire du FBSA à ces deux principaux secteurs en fonction des pays on peut constater que le montant de financement consacré à la production et au développement agricole est relativement comparable dans les différents pays (entre 3 et 4 millions EUR). Par contre, la part du financement consacré à la gouvernance est plus irrégulière : elle représente une majorité du financement pour le Mozambique représentant près du double du montant consacré à la production alors qu'elle ne représente qu'un quart de ce montant en Tanzanie et au Bénin. Si cette différence est à souligner et peut s'expliquer en partie par

la part importante du programme pris en charge par les organisations multilatérales avec des appuis importants aux institutions publiques (FENU). il se peut toutefois que cette différence s'explique aussi en partie par une affectation de ces dépenses qui ne soit pas homogène entre ces différents pays. Par ailleurs, deux autres dimensions de la sécurité alimentaire reçoivent une part significative du budget : la nutrition et l'accessibilité par la diversification des revenus absorbent en moyenne respectivement 16 et 10 % des budgets. Si la nutrition est un volet présent de manière relativement comparable dans tous les programmes, sauf au Mozambique. Par contre le volet de la diversification des revenus est essentiellement l'apanage des programmes au Burundi et en Tanzanie.

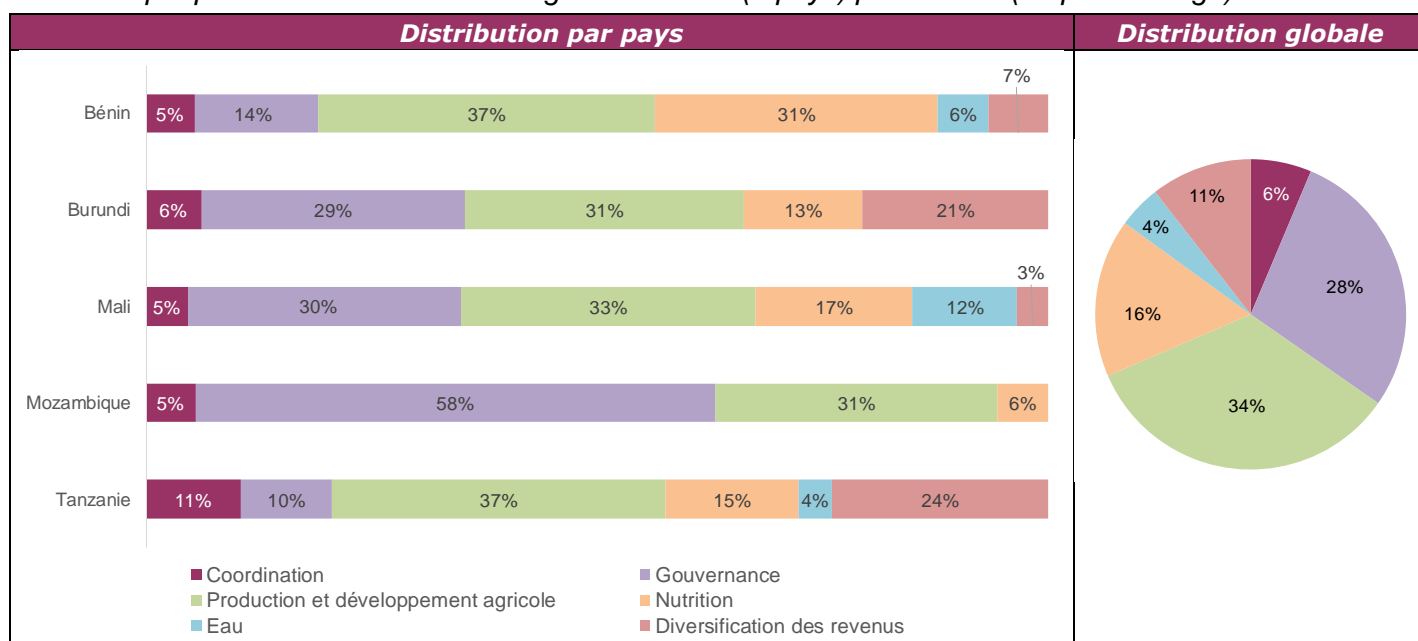
**Tableau 8** Distribution du budget total des 5 programmes FBSA par secteur (en millions EUR)

Pays	Coordination	Gouvernance	Production et développement agricole	Nutrition	Eau	Diversification des revenus
Bénin	0,59	1,51	4,11	3,45	0,62	0,72
Burundi	0,64	3,10	3,27	1,39	0	2,18
Mali	0,59	3,91	4,21	2,25	1,50	0,44
Mozambique	0,61	6,41	3,48	0,62	0	0
Tanzanie	1,14	1,09	4,02	1,60	0,40	2,60
Total par secteurs	3,57	16,02	19,49	9,31	2,52	5,94

Source : Particip basé sur extractions de Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

N.B. : Les secteurs ont été établis par l'équipe d'évaluation en fonction des objectifs et/ou résultats des composantes de programme

**Graphique 1** Distribution du budget FBSA total (5 pays) par secteur (en pourcentage)



Source : Particip basé sur extractions de Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

Comme indiqué dans le corps du rapport, les frais de coordination qui représentent en moyenne pour les 5 pays une part de 7% sont en général toujours inférieurs au pourcentage de 5% maximum prévu par la loi dans quatre des cinq pays dans lesquels un programme FBSA a été réalisé sauf pour la Tanzanie où la coordination a dû être assurée par Enabel dans une zone où elle n'était pas présente avec l'affectation dans

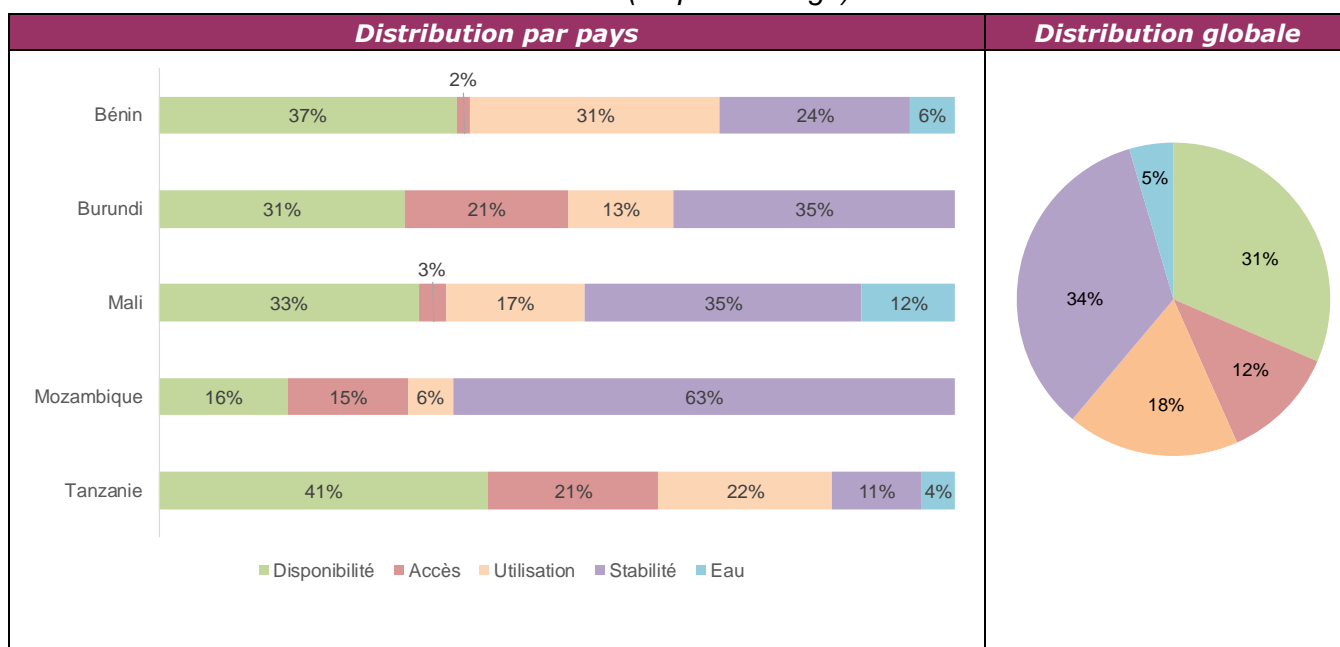
cette zone d'une personne à temps plein pour ce travail, ce qui a singulièrement augmenté la part de cette dépense dans le budget du programme de ce pays.

### A.3.3 Distribution du financement des programmes FBSA par pilier de la sécurité alimentaire

Tableau 9 Distribution du budget total des 5 programmes FBSA par piliers de la sécurité alimentaire (en millions EUR)

Pays	Disponibilité	Accès	Utilisation	Stabilité	Eau
Bénin	4,11	0,19	3,45	2,62	0,62
Burundi	3,27	2,18	1,39	3,74	0
Mali	4,21	0,44	2,25	4,51	1,50
Mozambique	1,80	1,68	0,62	7,01	0
Tanzanie	4,02	2,08	2,12	1,09	0,40
Total par secteurs	17,41	6,57	9,83	18,97	2,52

Graphique 2 Distribution du budget FBSA total (5 pays) par pilier de la sécurité alimentaire et secteur eau (en pourcentage)



Source : Particip. basé sur extractions de Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

### A.3.4 Aspect genre dans les programmes FBSA

**Rappel :** Dans leur notification au Système de notification des pays créanciers (SNPC) du Comité d'aide au développement (CAD), les donateurs doivent indiquer, pour chaque activité, si elle vise l'égalité homme-femme comme objectif politique. Une activité doit explicitement promouvoir l'égalité homme-femme et l'autonomisation des femmes pour être classée comme orientée vers l'égalité hommes-femmes.

Chaque activité peut viser l'égalité homme-femme comme objectif « principal » ou « significatif ».

La qualification du marqueur par la valeur « objectif principal » ne devrait pas être considérée comme "supérieure" à la valeur « objectif significatif » car, en cas d'intégration systématique, l'égalité homme-femme sera souvent un « objectif significatif », intégré dans les projets visant tous les secteurs.

Score	Signification des scores
0	La valeur « non orientée » (0) est attribuée si, après examen de l'activité en regard du marqueur de l'égalité homme-femme, il s'avère qu'elle ne vise pas cet objectif.
1	La valeur « significatif » (1) est attribuée si l'égalité homme-femme est un objectif important, mais secondaire de l'activité : ce n'est pas la raison principale d'entreprendre l'activité.
2	La valeur « principal » (2) est attribuée si l'égalité homme-femme est un objectif explicite de l'activité et fondamental à sa conception : l'activité n'aurait pas été entreprise sans cet objectif.

A partir du

Tableau 10 et de la Graphique 3 ci-dessous, l'équipe d'évaluation retient les constats suivants :

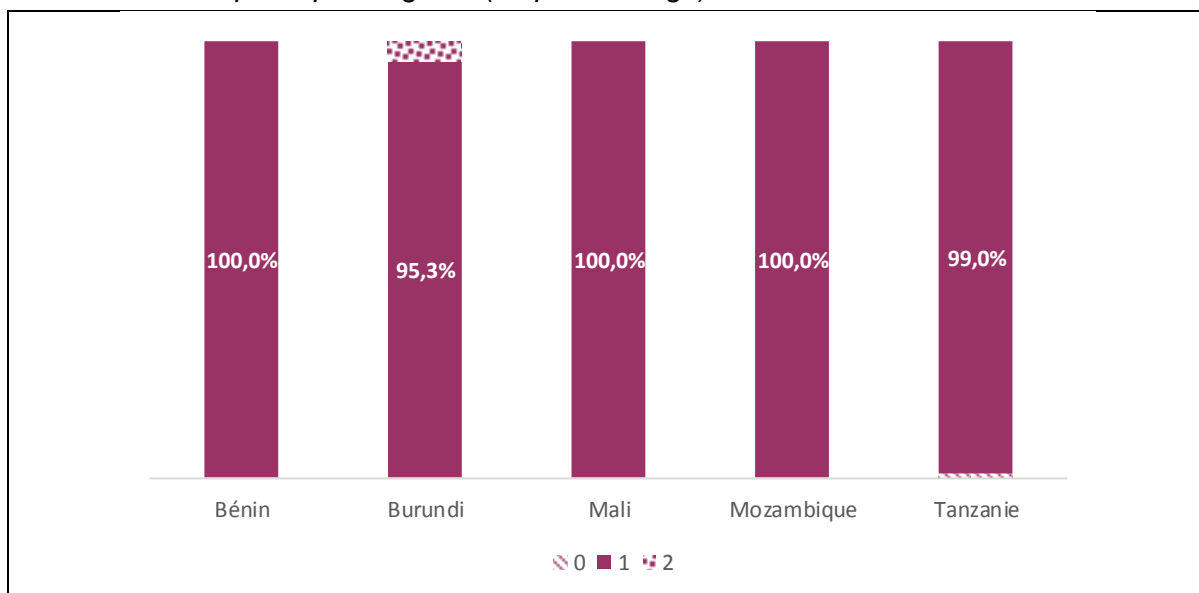
- La quasi-totalité des dépenses du FBSA dans les quatre pays pour lesquels les données sont disponibles (sauf Mali) est orientée selon le marqueur de l'égalité homme-femme. Seul 0.25% des dépenses ne sont pas orientées.
- Assez logiquement il s'agit presque toujours (Bénin, Mozambique et Tanzanie) de la valeur 1 « significatif » : l'objectif de l'égalité homme-femme est important mais secondaire par rapport à l'objectif principal de la sécurité alimentaire (dans 98.5% des cas).
- Seul le programme du Burundi identifie que 4.7 % de ses dépenses sont consacrées à des activités pour lesquelles l'objectif d'égalité homme-femme est explicite et fondamental, ces activités n'auraient pas été réalisées sans cet objectif.

Tableau 10 Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 par valeur du marqueur spécifique au genre (en millions EUR)

Pays	0	1	2
Bénin	0.00	10.47	0.00
Burundi	0.00	10.57	0.52
Mali	0.00	15.86	0.00
Mozambique	0.00	11.00	0.00
Tanzanie	0.11	11.59	0.00

Source : Particip, basé sur extractions de Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

Graphique 3 Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 par valeur du marqueur spécifique au genre (en pourcentage)



Source : Particip. basé sur extractions de Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

### A.3.5 Départage du financement des programmes FBSA par type de contrat

Une analyse de la répartition des versements FBSA en fonction des différents types d'acteurs tels que présentés dans le tableau 10 et la Graphique 4. permet de souligner les observations suivantes :

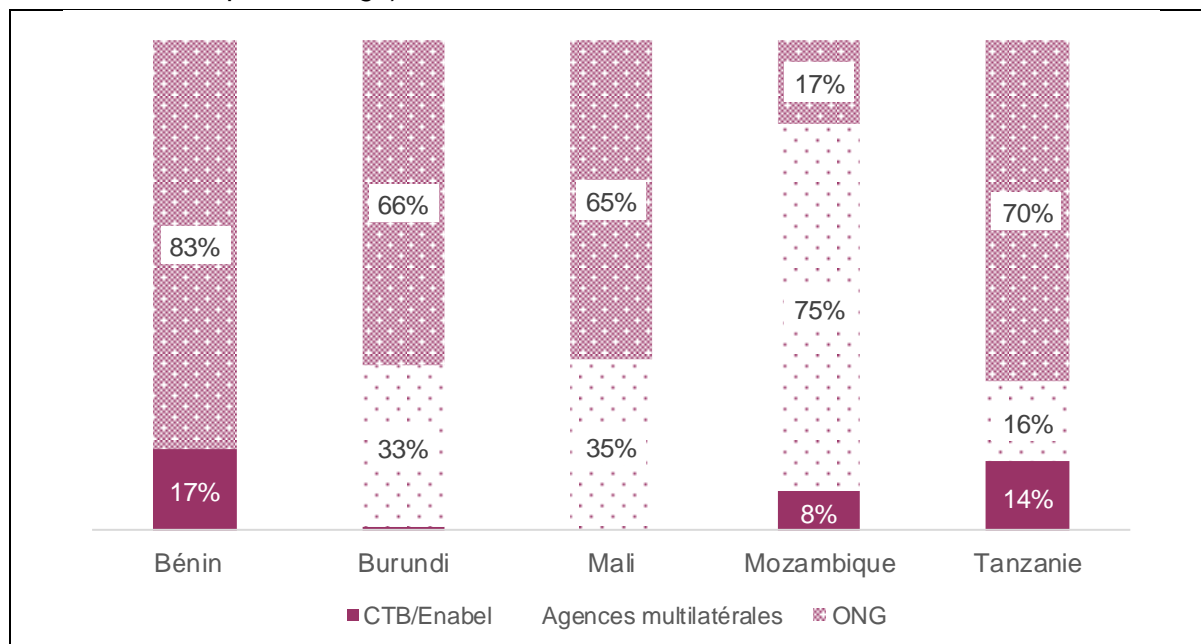
- Dans quatre des cinq programmes FBSA (sauf au Mozambique) une majorité très significative du financement (entre 65 et 83%) est accordé aux ONG qui sont donc les organisations partenaires principales de la mise en œuvre de ces programmes.
- Le cas du Mozambique est particulier à cet égard. Dans ce pays. les agences multilatérales mettent en œuvre trois quart du financement FBSA.
- L'agence gouvernementale de coopération (CTB/Enabel) qui n'intervient pratiquement que dans trois programmes (Bénin. Mozambique et Tanzanie) met en œuvre une part limitée du programme global (7.6% du volume total). C'est un acteur relativement modeste dans ce programme alors qu'il doit devenir, selon les conditions de l'abrogation du fonds, un acteur majeur dans l'intégration des interventions en agriculture et sécurité alimentaire dans les portefeuilles futurs. le fonds abrogé devant intégrer les portefeuilles de la coopération gouvernementale.
- Alors que les fonds précédents avaient été majoritairement mis en œuvre par les agences multilatérales (en particulier le premier Fonds de survie pour le Tiers monde). le FBSA a été majoritairement l'œuvre des ONG belges et de leurs partenaires.

Tableau 11 Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 par type de contrat (en EUR)

Pays	CTB/Enabel	Agences multilatérales	ONG	Total par pays
Bénin	1.743.428	-	8.727.407	10.470.835
Burundi	65.717	3.664.304	7.363.741	11.093.762
Mali		4.346.167	8.155.335	12.501.502
Mozambique	875.500	8.238.924	1.895.165	11.009.589
Tanzanie	1.656.122	1.876.689	8.171.984	11.704.795
Total par acteurs	4.340.767	18.126.084	34.313.632	

Source : Particip. basé sur extractions de Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats

Graphique 4 Distribution du versement FBSA entre 2010 et 2018 par type de contrat (en pourcentage)



Source : Particip. basé sur extractions de Prisma (base de données de la DGD) – D4.2 – Gestion de la qualité et résultats



# Annexe B : Rapport sur l'enquête en ligne

## B.1 Introduction et approche méthodologique

Le cahier des charges mentionne la possibilité d'effectuer une enquête en ligne pour informer l'étude de cas du Mali, cette dernière ne prévoyant pas de mission de terrain. Néanmoins, l'équipe d'évaluation a suggéré d'élargir le champ de l'enquête et de viser des personnes ressources dans l'ensemble des cinq pays FBSA afin de trianguler les constats et d'approfondir des aspects d'analyse qui ne sont pas couverts par les données disponibles.

Nous avons développé un questionnaire court et pointu, constitué principalement de questions fermées avec six options de réponse d'une échelle de 1 à 5 et une option « ne sais pas », avec toutefois la possibilité de donner plus d'informations qualitatives en commentaires. Le questionnaire est composé de sept sections : les sections un à six couvrent les aspects principaux relatifs aux questions d'évaluation. La dernière section demande l'opinion individuelle des répondants sur les enseignements à tirer du FBSA. L'enquête a été administrée à travers SurveyGizmo (<http://www.surveygizmo.com>), un outil de sondage en ligne utilisé par Particip pour des exercices similaires.

Les données collectées ont été analysées pour générer des statistiques descriptives. Les résultats de l'enquête en ligne est présentée dans la présente annexe - les réponses quantitatives sont organisées par pays tandis que les réponses qualitatives sont résumées dans des tableaux récapitulatifs.

## B.2 Information sur les répondants

Le questionnaire a été adressé à des personnes ressources impliquées dans la mise en œuvre des programmes du FBSA dans les cinq pays et vise à recueillir pour chaque pays FBSA, les réponses des personnes en charge des postes suivants :

- Ancien chargé de programme du pays de la cellule FBSA de la DGD
- Attaché de coopération belge (ancien ou actuel) qui a suivi la majeure partie de la mise en œuvre du programme FBSA
- Coordinateur du programme FBSA (de l'organisation coordinatrice)
- Représentant d'Enabel. pour les pays où Enabel n'a pas fait partie du programme FBSA
- Chargé du programme auprès de chaque acteur FBSA contracté par la DGD
- Chargé du programme auprès de chaque partenaire local contracté par les différents acteurs du FBSA.

Pour assurer un taux de réponses adéquat, nous avons prévu les mesures suivantes :

- Rappels par emails aux personnes ressources n'ayant pas encore répondu ;
- Appels téléphoniques de personnes ressources clés ;
- Si nécessaire, visites en personnes lors des missions de terrain. Ces personnes ressources auront la possibilité d'utiliser une version papier du questionnaire.

Réalisé du 21 mars au 30 juin, l'équipe d'évaluation a pu obtenir un taux de réponse total de 62%. Le taux de réponse par pays est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12 Taux de réponse de l'enquête en ligne par pays

Pays	Bénin	Burundi	Mali	Mozambique	Tanzanie	Unité FBSA
Nombre de personnes identifiées	16	17	24	11	21	6
Nombre de personnes ayant reçu le questionnaire <sup>7</sup>	15	14	21	8	20	6
Nombre de réponse	13	7	15	2	12	3 <sup>8</sup>
<b>Taux de réponse<sup>9</sup></b>	<b>87%</b>	<b>50%</b>	<b>71%</b>	<b>25%</b>	<b>60%</b>	<b>50%</b>

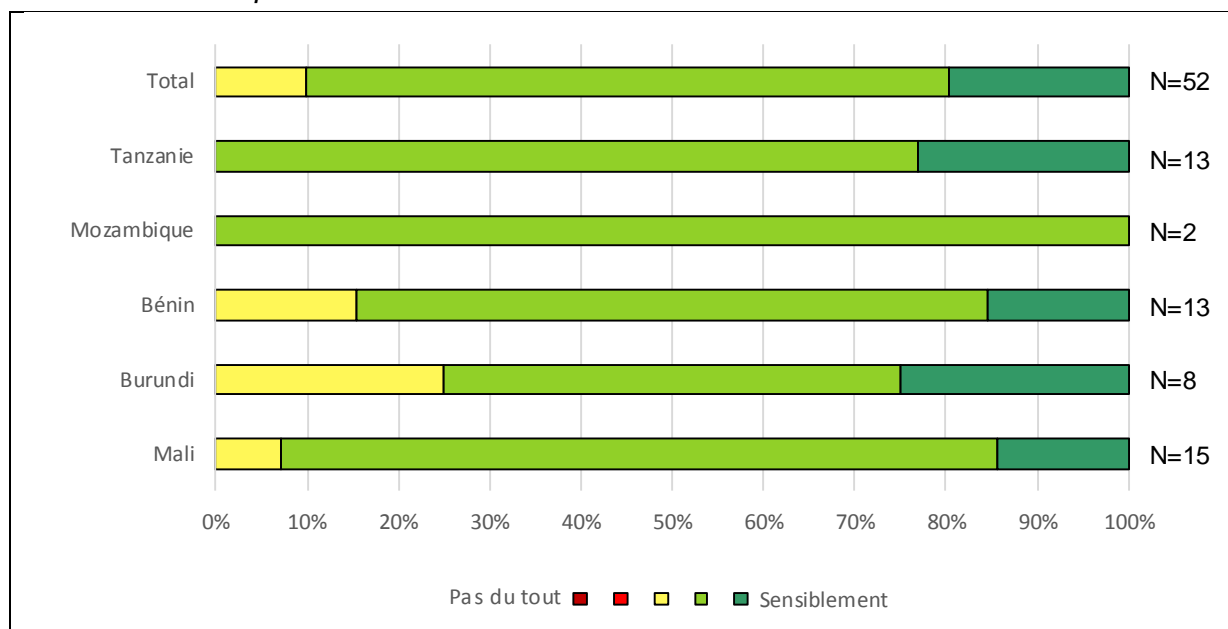
## B.3 Présentation des réponses

### B.3.1 Pertinence

#### B.3.1.1 Besoins et défis en termes de sécurité alimentaire

Question 1 : Selon votre expérience, dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils répondu aux besoins et aux défis en termes de sécurité alimentaire de la zone d'intervention ?

Graphique 5 Q1 Besoins et défis en termes de sécurité alimentaire – Aperçu des réponses



N.B. : L'ensemble des réponses contient une réponse globale, non comptabilisée dans les pays

<sup>7</sup> Sur la base du nombre d'accusé de réception reçus

<sup>8</sup> Au total, 3 réponses ont été reçues de l'unité FBSA de la DGD dont 2 réponses qui se sont identifiées à un programme pays spécifique et une réponse au niveau global

<sup>9</sup> Nombre de réponses par rapport au nombre de personnes ayant reçu le questionnaire en ligne

La part des réponses positives pour la question 1. tous pays FBSA confondus. est de 88%.

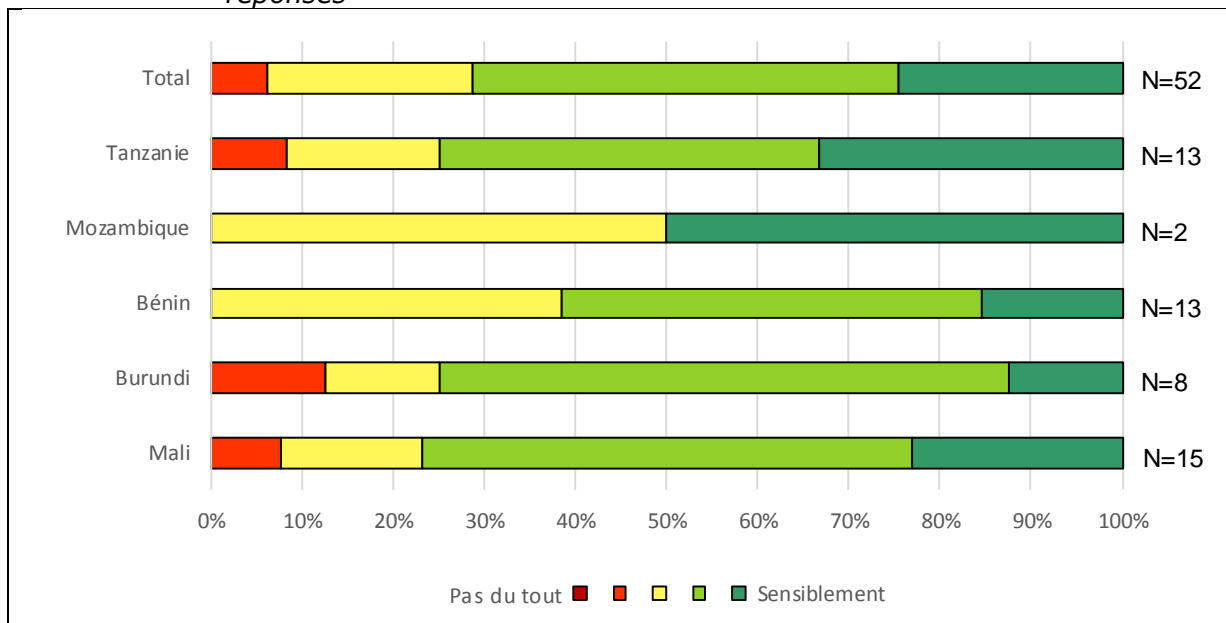
Tableau 13 Exemples de réponses qualitatives concernant les besoins et défis en termes de sécurité alimentaire

<b>Réponses qualitatives</b>
<p>L'Atacora se retrouve dans la zone rouge d'insécurité alimentaire au Bénin et est classée avant dernière. L'intervention d'AMSANA cadre avec les besoins de disponibilité, d'accessibilité d'aliments et nutrition des ménages du milieu car touche les difficultés (faible rendement de maïs, bradage des produits de récoltes, inexistence des produits maraîchers en contre saison, le faible pouvoir d'achat des communautés) qui entravent la disponibilité et l'accessibilité en tout temps des aliments de base (maïs, maraîchage, Fonio) dans la zone d'intervention. AMSANA prend en compte tous les aspects de la SAN.</p>
<p>Le programme a sensiblement répondu aux besoins et aux défis d'une manière satisfaisante. Cependant, il aurait fallu une deuxième phase (de 3 à 5 ans) non seulement pour la consolidation des acquis, mais aussi pour la transformation des produits agricoles, en l'occurrence la banane. L'usine de transformation installée à Ruyigi n'est pas encore opérationnelle est excentrée par rapport à la zone de concentration de la production de la banane, culture noyau promue par le projet PADDAM dans le cadre du programme.</p>
<p>Le PLIAM (Mali) s'est attaqué aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire dans la zone d'intervention. Ceci s'est perceptible dans les nombreux investissements structurants réalisés pendant la phase opérationnelle du programme. Aussi, le PLIAM a travaillé étroitement avec les Communes d'intervention et les autorités administratives dans le cadre de la mise en place des mécanismes appropriés durables arrimés aux plans communaux de développement. L'approche holistique du PLIAM a permis d'embrasser les facettes multiples de l'insécurité alimentaire.</p>
<p>(Traduction)</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Approche multidisciplinaire (élevage, eau, commerce et nutrition) contribue aux piliers de la sécurité alimentaire</li> <li>2. Améliorer la production par l'élevage et le maraîchage</li> <li>3. Intégration d'approches/interventions durables dans la structure gouvernementale existante</li> <li>4. Interventions sur les changements climatiques et les changements environnementaux qui ont un impact sur la sécurité alimentaire</li> <li>5. Une approche communautaire sur mesure pour des individus ciblés et qui a un effet d'entraînement sur les régions avoisinantes.</li> <li>6. Mettre en œuvre des interventions à la fois sensibles à la nutrition et spécifiques à la nutrition pour répondre aux défis de la sécurité alimentaire tels que la malnutrition.</li> </ol>

### **B.3.1.2 Consultation avec les acteurs nationaux et locaux**

Question 2 : Selon votre expérience, dans quelle mesure la phase de conception du programme FBSA a-t-elle intégré un processus de consultation avec les acteurs nationaux et locaux ?

Graphique 6 Q2 Consultation avec les acteurs nationaux et locaux – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 2. tous pays FBSA confondus. est de 67%.

Tableau 14 Exemples de réponses qualitatives concernant la consultation avec les acteurs nationaux et locaux

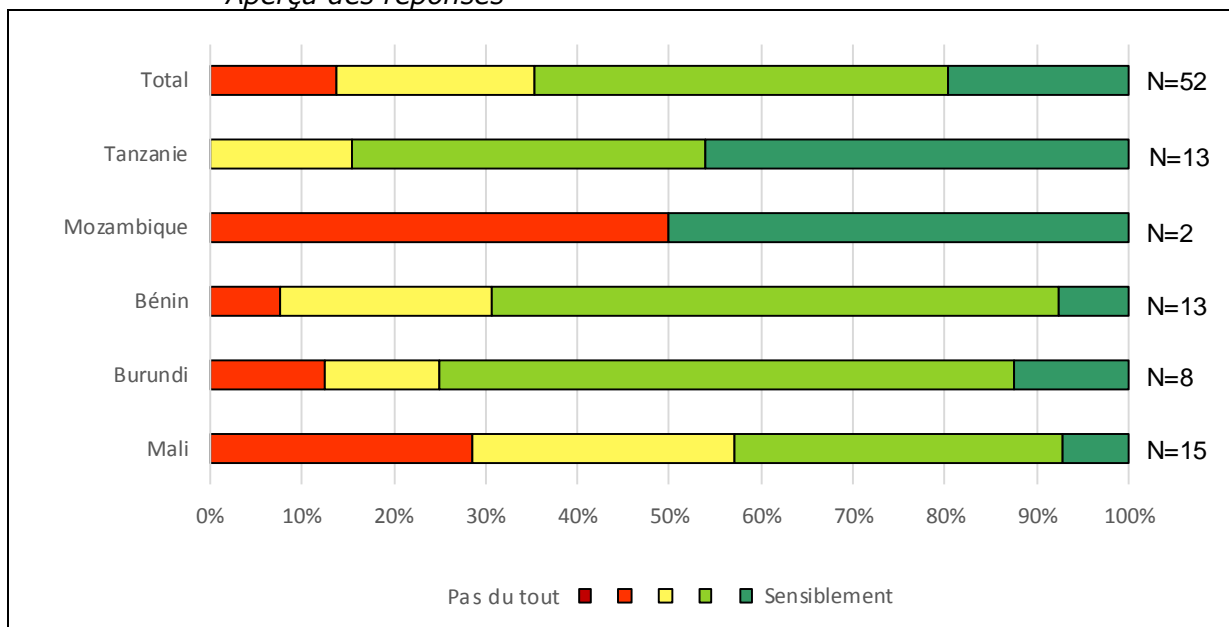
Réponses qualitatives
Dès la conception du PLIAM. le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) s'est vu confié la mission de coordination et l'intervention et son articulation avec les priorités nationales en matière de sécurité alimentaire. Les différentes ONG belges responsables des différentes composantes du PLIAM ont travaillé conjointement et ont étroitement coopéré avec les autorités locales pendant la rédaction du programme.
(Traduction) La phase de conception de Maisha Bora a intégré un vaste processus de consultation au début. au cours duquel les membres de la communauté ont été consultés. ainsi que les autorités locales. L'examen à mi-parcours a permis de consulter la communauté. les partenaires d'implémentation ainsi que les responsables gouvernementaux et. au cours de l'atelier de validation. chacun a eu l'occasion d'exprimer ses vues et opinions. Le comité villageois formé dans le cadre du Maisha bora. qui fait office de structure dirigeante de base. dont les recommandations et les opinions ont été adoptés dans la mise en œuvre du programme. En général. le programme Maisha Bora tient compte des consultations avec ses intervenants ainsi que des opinions et des recommandations des consultants professionnels.
La phase de conception du programme a intégré les acteurs nationaux et locaux car elle part d'une étude réalisée par SHER dans la région du Moso. ce bureau d'étude a consulté les parties prenantes de la région (population et autorités à différents niveaux. Au niveau de la conception proprement dite. le programme a également intégré les ONG locales en les associant aux ONG étrangères dans un consortium.
L'étude contextuelle. l'identification des thématiques de programme. le diagnostic participatif. l'identification des potentialités. le choix des villages d'intervention. l'élaboration des Documents Techniques et Financiers (DTF) et les cadres de pilotages ont connu la participation active des élus communaux bénéficiaires. la préfecture. le ministère en charge de l'agriculture et ses démembrements départementaux avec les ACNG.

## B.3.2 Coordination et synergies

### B.3.2.1 Coordination interne entre les différentes composantes

Question 3 : Selon votre expérience, dans quelle mesure la coordination interne entre les différentes composantes/projets du programme FBSA a-t-elle été efficace, notamment vis-à-vis de l'approche multi-actes ?

Graphique 7 Q3 Coordination interne entre les différentes composantes/projets – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 3, tous pays FBSA confondus, est de 63%.

Tableau 15 Exemples de réponses qualitatives concernant la coordination interne aux programmes FBSA

Réponses qualitatives
<p>Au niveau de la coordination du programme des cadres de rencontre ont été initiés et tenus régulièrement. Ces cadres ont permis aux parties prenantes de partager des avancées et les difficultés des différents projets, de la contribution des autres parties prenantes : communes, MAEP, préfecture, Ambassade. Globalement les synergies entre différents projets sont acceptables, on note néanmoins quelques difficultés pour l'harmonisation / intégration de planning, les retards de la mise en œuvre des activités de synergie de certains projets qui affectent l'élan d'autres projets. Le temps pour la mise en œuvre du programme ne laisse pas suffisamment la place à la synergie et à la concertation parce qu'il y a une sorte de concurrence même minimale entre les ACNG qui ont besoin de prouver leur compétence. Les approches et philosophies aussi sont très différentes.</p> <p>- Les synergies et complémentarités ont permis de mieux se connaître. Au niveau du pilotage du programme, la satisfaction réside dans la manière dont la coordination FAO, une fois stabilisée, a travaillé avec les acteurs du programme pour donner des orientations et des recadrages des interventions dans le souci de l'atteinte de l'objectif global du programme.</p> <p>-La FAO a assuré la coordination du programme FBSA d'une manière satisfaisante. Grâce à son unité centrale et son unité décentralisée basée dans la zone d'action, la FAO est parvenue à assurer la cohésion et la cohérence des interventions de terrain à travers l'organisation de fora de concertation périodiques aux niveaux national et local (comité national de pilotage, comité local de pilotage, réunions mensuelles de planification et recherche de synergies), la mise en place des outils de planification et de suivi-évaluation, la facilitation de la communication interne et externe, la circulation des informations et l'organisation de missions de supervisions conjointes ainsi que la production de tous les documents et rapports requis.</p> <p>-Aussi, un outil de communication interne et externe, le site internet du FBSA a été constitué et</p>

est accessible aux partenaires du programme pour alimentation et consultation. Il constitue une plateforme où sont publiés les documents du programme, articles, photos, vidéos, etc.

- Les actions de synergies ont été également des occasions d'auto critique et de renforcement mutuel. Les acteurs n'ont pas manqué de toucher du doigt les défis constatés chez l'un ou l'autre partenaire lors des descentes conjointes et de proposer des recommandations pour changer la situation.

- Un autre élément important réside dans les complémentarités par rapport à l'offre des services surtout à l'endroit des bénéficiaires des acteurs différents

L'approche multi-acteurs devait être améliorée car les synergies entre les différents acteurs à notre avis n'a pas été à la hauteur de nos attentes. En effet, chaque organisation était plus tôt guidée par ses objectifs propres que ceux des synergies. La coordination n'y pouvait rien car chaque organisation avait sa convention propre de financement dont l'avis de la coordination ne représentait pas un poids important dans la mobilisation des financements.

(Traduction)

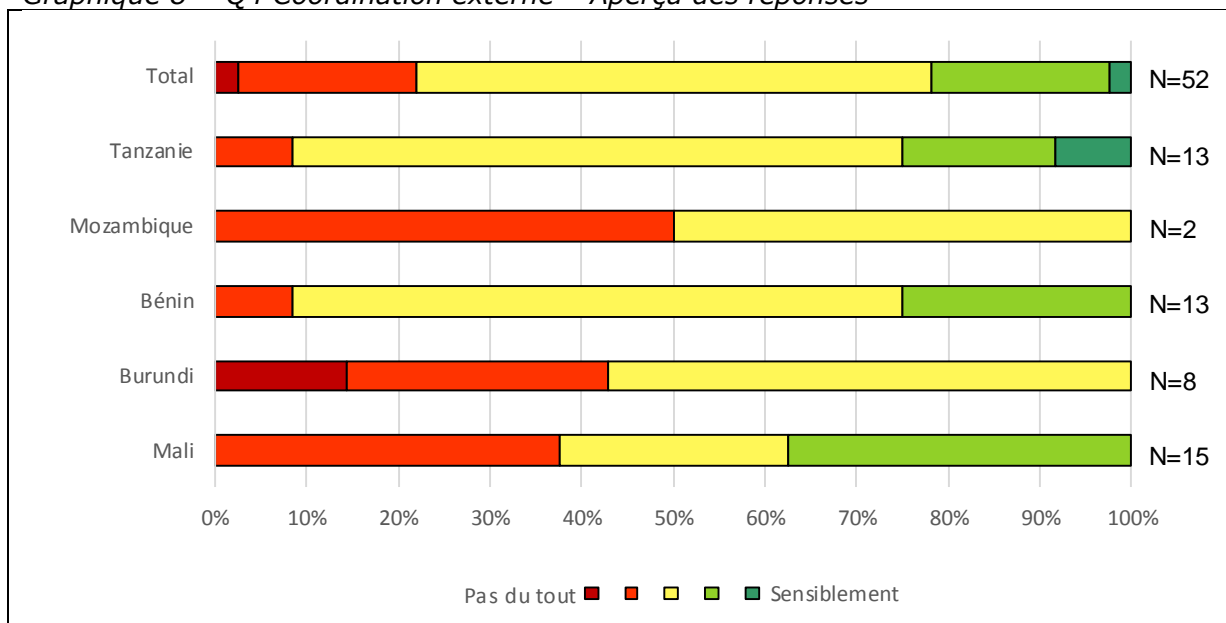
La coordination interne entre les parties prenantes de Maisha bora a été renforcée grâce à sa structure telle que le comité directeur du programme, les réunions des partenaires internationaux, les réunions des parties prenantes du district, les réunions de coordination des composantes et les comités du village Maisha Bora. L'unité de coordination de Maisha Bora a joué un rôle central en rassemblant toutes les parties prenantes et en créant un environnement de travail paisible entre les différents acteurs du programme. Les partenaires locaux ont travaillé en synergie là où leurs interventions l'exigeaient. Dans des domaines tels que le commerce et l'élevage, la synergie se faisait par le biais de groupes, de même que dans les composantes eau et nutrition.

Cela varie d'un programme à l'autre. Dans les premiers programmes, il restait encore à rechercher une bonne méthode de coordination, tandis que dans les derniers programmes, il y avait des règles claires en ce qui concerne la coordination. Dans les derniers programmes (Benin, Tanzanie...) la coordination est plus efficace et est nécessaire dans l'approche multi-acteurs.

### B.3.2.2 Coordination externe

Question 4 : Selon votre expérience, dans quelle mesure la coordination externe, c.-à-d. avec les interventions d'autres bailleurs de fonds, a-t-elle été assurée ?

Graphique 8 Q4 Coordination externe – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 4, tous pays FBSA confondus, est de 17%.

Tableau 16 Exemples de réponses qualitatives concernant la coordination externe

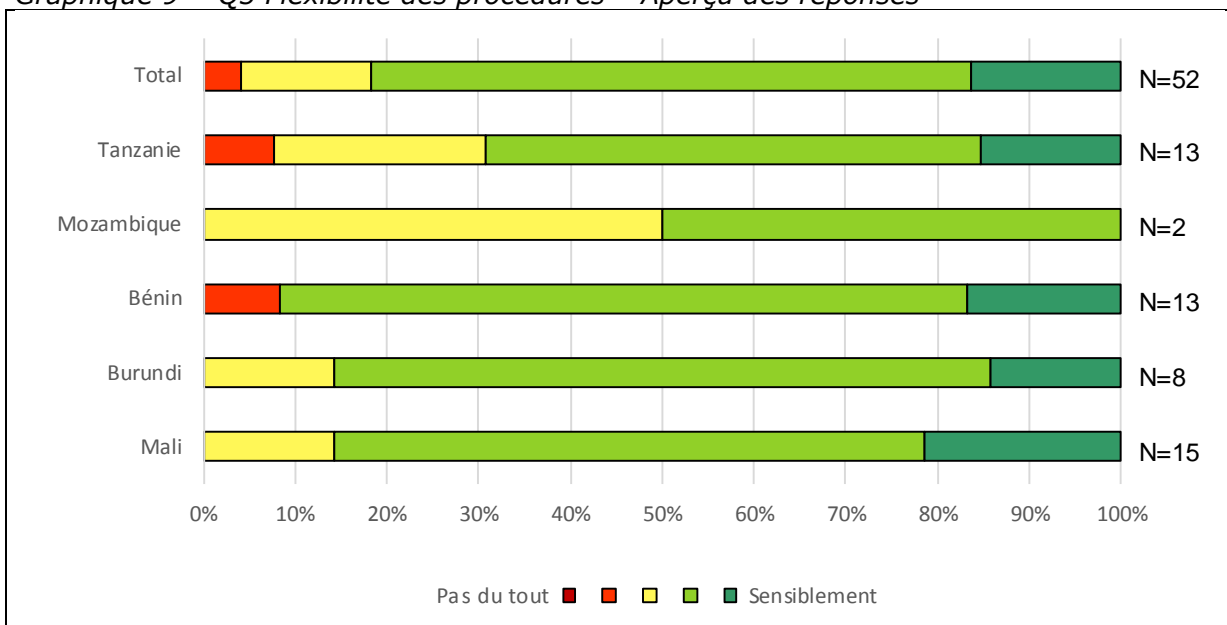
Réponses qualitatives
(Traduction) Le champ de travail et les ressources disponibles à la coordination sont trop limitées pour permettre une approche holistique avec d'autres donateurs et partenaires de développement. Compte tenu du nombre de donateurs et partenaires de développement actifs dans les mêmes secteurs et/ou zones géographiques, une coordination efficace exige un travail intensif et du temps. Par ailleurs, le gouvernement local est déjà submergé par de nombreuses demandes en fonction desquelles ils doivent donner la priorité à ceux qui ont une importance relative supérieure au programme FBSA.
Nous avons d'abord établi une cartographie de tous les intervenants dans la zone et relevé les différentes approches. mis en évidence les convergences et les points d'attention nécessitant une harmonisation. Nous avons appuyé les réunions du groupe sectoriel agriculture et développement rural au niveau provincial et les visites de terrain conjointes avec tous les participants, suivi d'une restitution. Nous devons déplorer l'absence d'une structure nationale de coordination de la sécurité alimentaire. Il y a nécessité d'harmoniser certaines approches.
La synergie externe n'a pas été développée à hauteur de souhait. Quelques synergies ont été envisagées avec certains programmes comme le BRACED, un projet de la banque mondiale sur l'appui aux collectivités.
Au Bénin, il existe une structure, rattachée à la présidence, le Conseil à l'Alimentation et la Nutrition, qui est sensé jouer ce rôle. La coordination avec les autres intervenants dont la GIZ, s'est plus réalisée par volonté réciproque que par l'existence d'un mécanisme formel.

### B.3.3 Mise en œuvre

#### B.3.3.1 Flexibilité des procédures

Question 5 : Selon votre expérience, dans quelle mesure la flexibilité des procédures du FBSA a-t-elle garanti la réalisation des activités dans le cadre du programme FBSA ?

Graphique 9 Q5 Flexibilité des procédures – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 5, tous pays FBSA confondus, est de 77%.

Tableau 17 Exemples de réponses qualitatives concernant flexibilité des procédures du FBSA

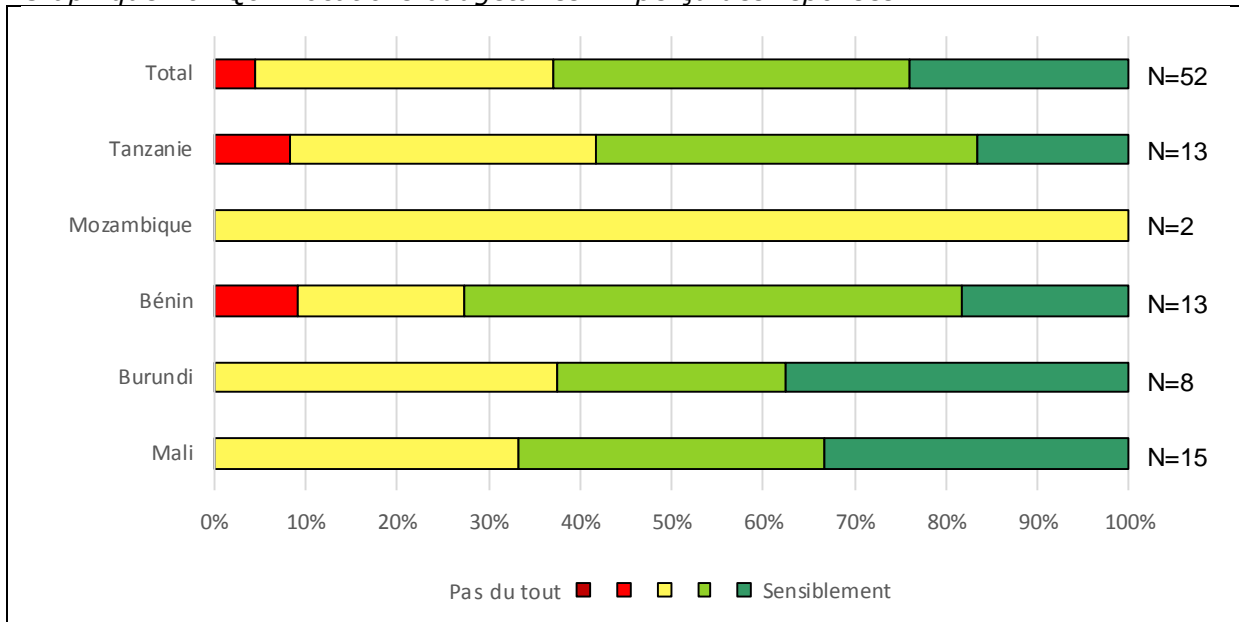
<b>Réponses qualitatives</b>
<p>Dans la mesure où certaines actions se construisent dans la mise en œuvre du programme en s'adaptant aux réalités du terrain. donc suivant une approche recherche action cela dénote de la flexibilité des procédures du FBSA. cette approche de mise en œuvre permet d'impacter réellement les populations notamment les vulnérables car elle permet de bien prendre en compte les réalités et contexte sociaux qui n'étaient pas forcément totalement pris en compte lors de l'élaboration du programme. Par exemple: (i) les Actions Prioritaires Sécurité Alimentaires et Nutritionnelle (AP-SAN) initiées par les communes avec l'Appui de Enabel /AMSANA dans son volet Renforcement du leadership des communes pour la prise en compte de la SAN (ii) l'initiation des débats informés visant à documenter les comportements alimentaires et nutritionnelles des communautés sur une année entière. mis en œuvre en partenariat avec l'université d'Abomey-Calavi (UAC) (iii) l'organisation des ateliers de plaidoyers à l'endroit des garants de la tradition sur les pesanteurs socio- culturelles qui freinent l'application des bonnes pratiques nutritionnelles dans certaines communautés.</p>
<p>Le manuel de procédure a été élaboré en consultation avec tous les acteurs. Ce manuel offre de flexibilité autant que possible et dans le plus part des cas n'était pas un obstacle dans la réalisation des activités. Un règlement financier plus flexible serait mieux. mais la FBSA n'avait pas la possibilité pour adopter sa propre réglementation. mais devait s'appuyer sur la réglementation existante. En plus travailler dans un contexte multi-acteurs est moins flexible qu'exécuter un projet individuel car il faut tenir compte avec tous les partenaires.</p>
<p>(Traduction) En raison de son approche multi-acteurs. il était difficile d'avoir une plus grande souplesse chaque fois qu'on le jugeait nécessaire. Par conséquent. la souplesse n'a pas été très grande. car elle doit s'appliquer à toutes les structures bureaucratiques du programme.</p>
<p>Au Mali le FBSA était un programme pilote. Le manuel des procédures n'était pas finalisé au début de sa mise en œuvre et la finalisation de ce manuel a tenu compte de certaines contraintes notées au Mali.</p>
<p>Cette question n'est pas la bonne. L'inverse est à mon avis vrai : c'est la non-flexibilité (et donc les directives et obligations de l'approche programme multi-acteurs) qui abouti à la bonne exécution des activités prévues.</p>

### **B.3.3.2 Allocations budgétaires**

Question 6 : Selon votre expérience. dans quelle mesure les allocations budgétaires ont-elles été adéquates pour permettre la réalisation des activités dans le cadre du programme FBSA ?



Graphique 10 Q6 Allocations budgétaires – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 6. tous pays FBSA confondus. est de 56%.

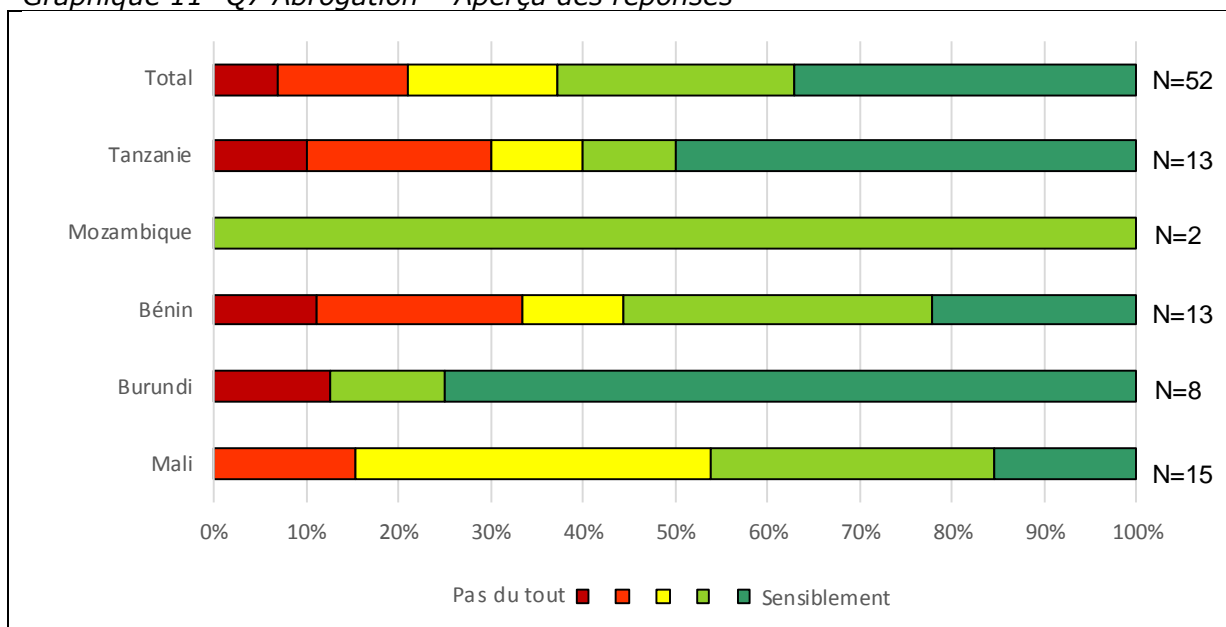
Tableau 18 Exemples de réponses qualitatives concernant les allocations budgétaires

Réponses qualitatives
L'allocation des ressources n'a pas tenu compte des besoins réels de chaque acteur d'où le constat de sous consommation ou surconsommation chez certains acteurs. En cas d'impossibilité de consommation (sous consommation). il n'y a aucune possibilité de transfert de fonds entre les acteurs belges.
Il y a eu des plaintes d'une insuffisance de fonds notamment sur le volet formation (centres d'enseignement des métiers) particulièrement pour la réhabilitation des infrastructures et l'insertion des lauréats/artisans. Les investissements structurants de UNCDF sont insuffisants par rapport aux besoins de la zone qui est enclavée
Globalement les activités réalisées sur le PLIAM sont en cohérence avec le budget prévisionnel du programme. Cependant. malgré que le budget investissement a été réaménagé et accepté par le FBSA. le nombre de bénéficiaire direct à desservir en eau potable n'a pas changé (44 000 personnes). Par ailleurs. le budget de la composante Eau potable ne prévoyait aucun montant pour la réhabilitation et construction d'infrastructure d'assainissement dans les écoles. ce qui ne nous a pas permis de palier efficacement ce problème
(Traduction) Toutes les composantes du programme ont été mises en œuvre à leur plein potentiel avec le budget alloué. Toutefois. deux problèmes majeurs : ce programme était initialement prévu pour une deuxième phase qui a été annulée. ce qui signifie qu'il a fallu plus de temps pour obtenir certains résultats. Des fonds supplémentaires sont également nécessaires pour consolider les résultats et. si possible. pour une deuxième phase.

### B.3.3.3 Abrogation

Question 7 : Selon votre expérience. dans quelle mesure l'abrogation du FBSA a-t-elle affecté la mise en œuvre du programme FBSA ?

Graphique 11 Q7 Abrogation – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 7. tous pays FBSA confondus. est de 52%.

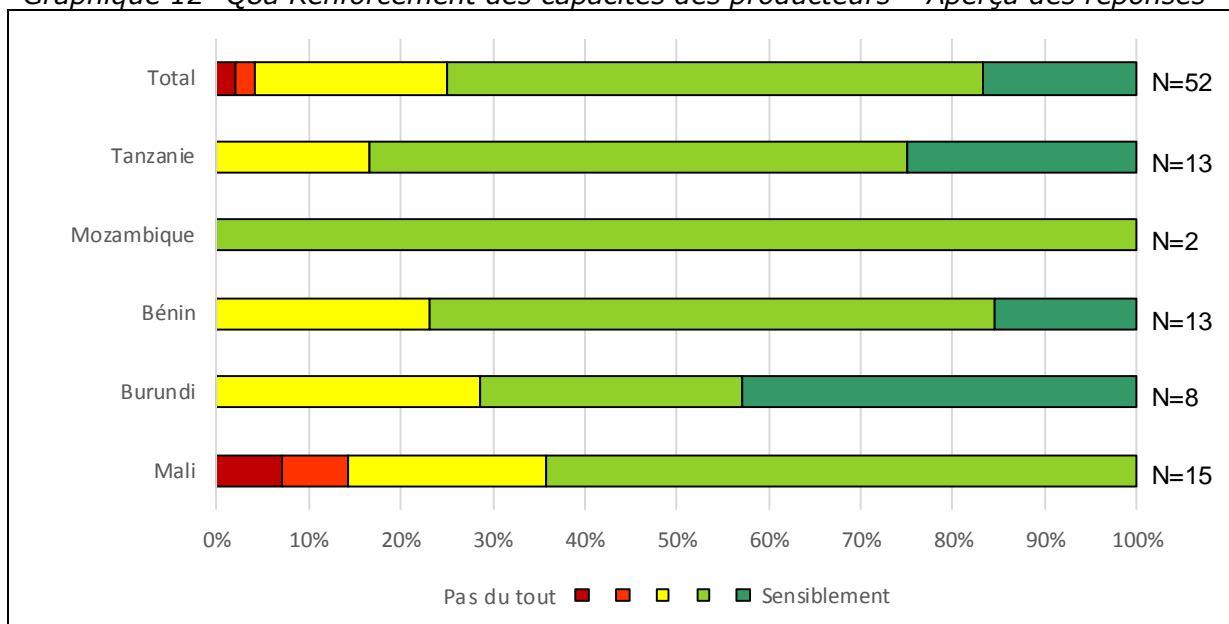
Tableau 19 Exemples de réponses qualitatives concernant l'abrogation

Réponses qualitatives
Les changements de comportement visés par AMSANA, notamment sur les pratiques agricoles et alimentaires des ménages, mais aussi de fonctionnement des institutions ne peuvent pas être atteints et consolidés durablement en 3 années pleines de mise en œuvre (presqu'une année d'installation Baseline, choix des villages et bénéficiaires, et 9 mois de clôture, capitalisation, etc...). Après 5 ans les mécanismes et dynamiques de changement sont fonctionnels, mais l'arrêt du programme, ne permettra pas de garantir l'appropriation durable des changements de comportements. Cet arrêt prématuré compromet l'efficacité des dépenses engagées par la coopération Belge.
L'abrogation a tout simplement été catastrophique et peu respectueuse des engagements, fussent-ils implicites. Normalement un programme FBSA s'était toujours réalisé en deux phases. Nous commençons à avoir une bonne expérience et de bons résultats qu'il n'a tout simplement pas été possible de renforcer. La pérennité en a été d'autant affectée.
L'abrogation du FBSA n'a pas affecté négativement la mise en œuvre du programme. Enabel qui exécute actuellement le programme a signé des conventions de subsides avec les ONG belges afin d'assurer la continuité des actions
(Traduction) Comme expliqué précédemment, ce programme a été d'une grande importance pour les communautés pastorales car il a touché des secteurs très importants qui sont essentiels à leurs moyens de subsistance. Quand vous parlez de sécurité alimentaire pour les pasteurs, la sécurité foncière de leurs pâturages et la gestion des pâturages est cruciale. L'eau pour l'homme et le bétail ne peut jamais être laissée de côté, la diversification de leurs économies par des entreprises et d'autres systèmes de subsistance viables comme l'apiculture et l'élevage avicole ainsi que l'éducation alimentaire et autres activités sont très importantes. Tout cela n'a été fait que dans 15 villages, laissant beaucoup de villages dans deux districts. Il est très important de reproduire ce mode de mise en œuvre du programme dans d'autres villages car, par exemple, la protection des pâturages doit être assurée pour toutes les communautés dépendantes des pâturages pour assurer la durabilité du travail effectué par Maisha Bora. La suspension du programme à ce stade-ci n'est pas une bonne chose. Nous faisons appel si possible au programme pour qu'il se poursuive comme prévu pendant dix ans, car la conception a pris en considération les faits mentionnés ci-dessus.
La suppression du FBSA a résulté à une suppression du service FBSA. De ce fait, les programmes en cours n'étaient plus suivis et ajustés de la même manière qu'avant. Il n'y a plus eu de missions sur le terrain pour consulter les acteurs locaux ni de réunions de consultation avec les partenaires d'exécution à Bruxelles.

## B.3.4 Réalisations

Question 8a : Selon votre expérience, dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué au renforcement des capacités des producteurs ?

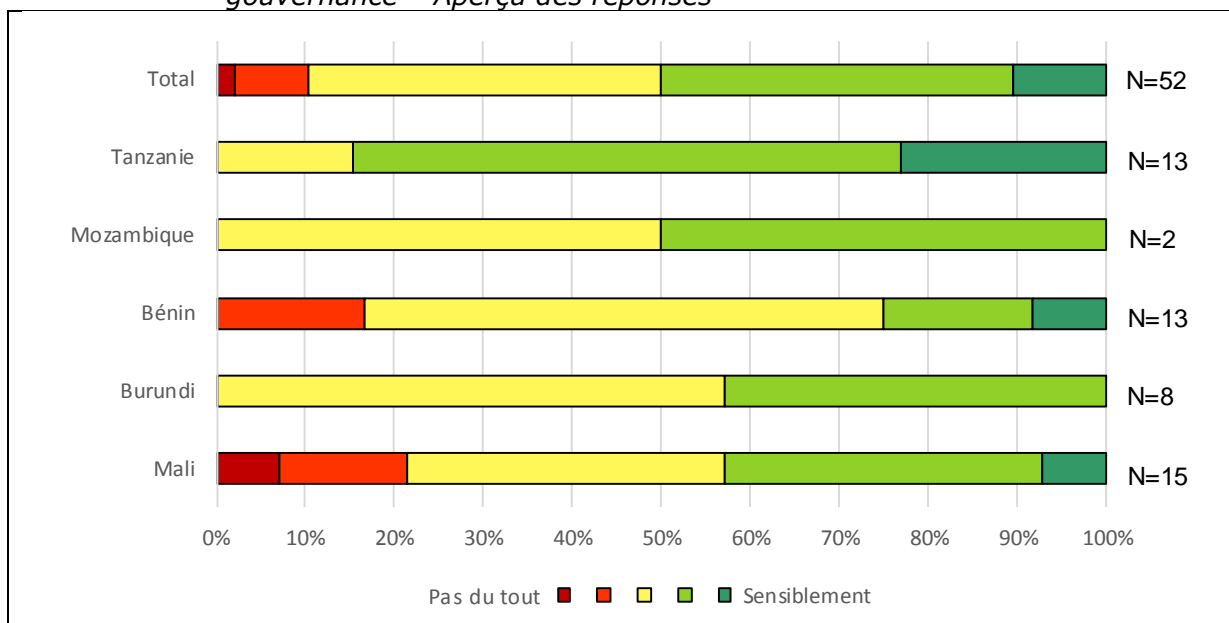
Graphique 12 Q8a Renforcement des capacités des producteurs – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 8a, tous pays FBSA confondus, est de 69%.

Question 8b : Selon votre expérience, dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué au renforcement des capacités des acteurs institutionnels\* et de la gouvernance ?

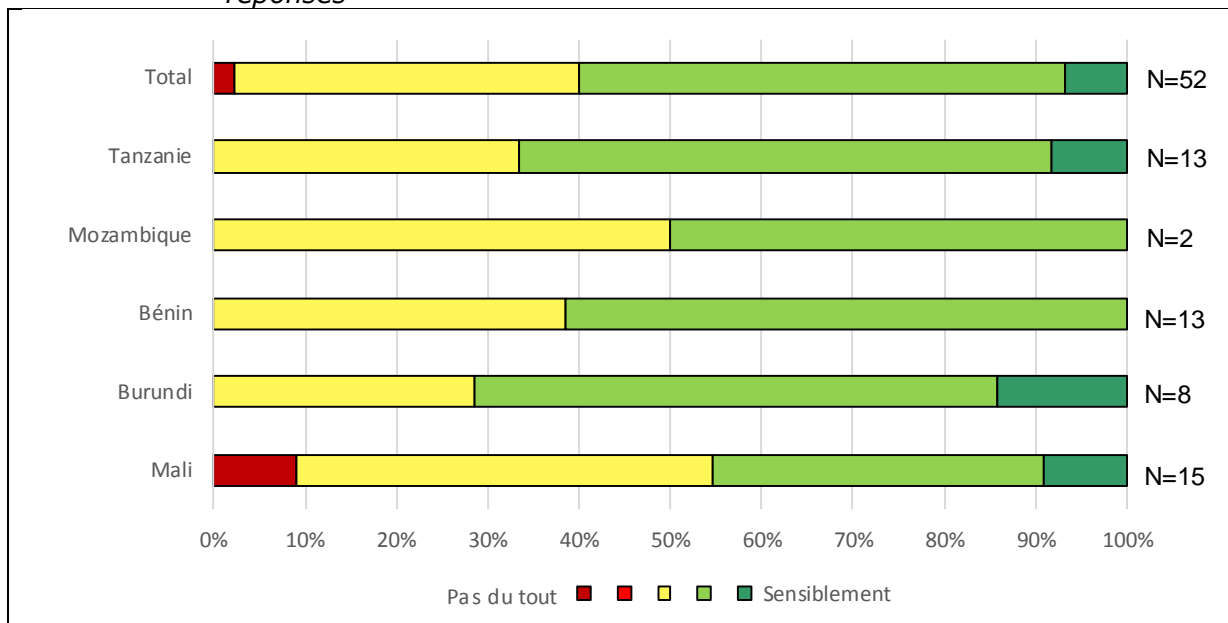
Graphique 13 Q8b Renforcement des capacités des acteurs institutionnels\* et de la gouvernance – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 8b, tous pays FBSA confondus, est de 46%.

Question 8c : Selon votre expérience, dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué à l'adaptation des techniques agricoles innovantes ?

Graphique 14 Q8c Adaptation des techniques agricoles innovantes – Aperçu des réponses



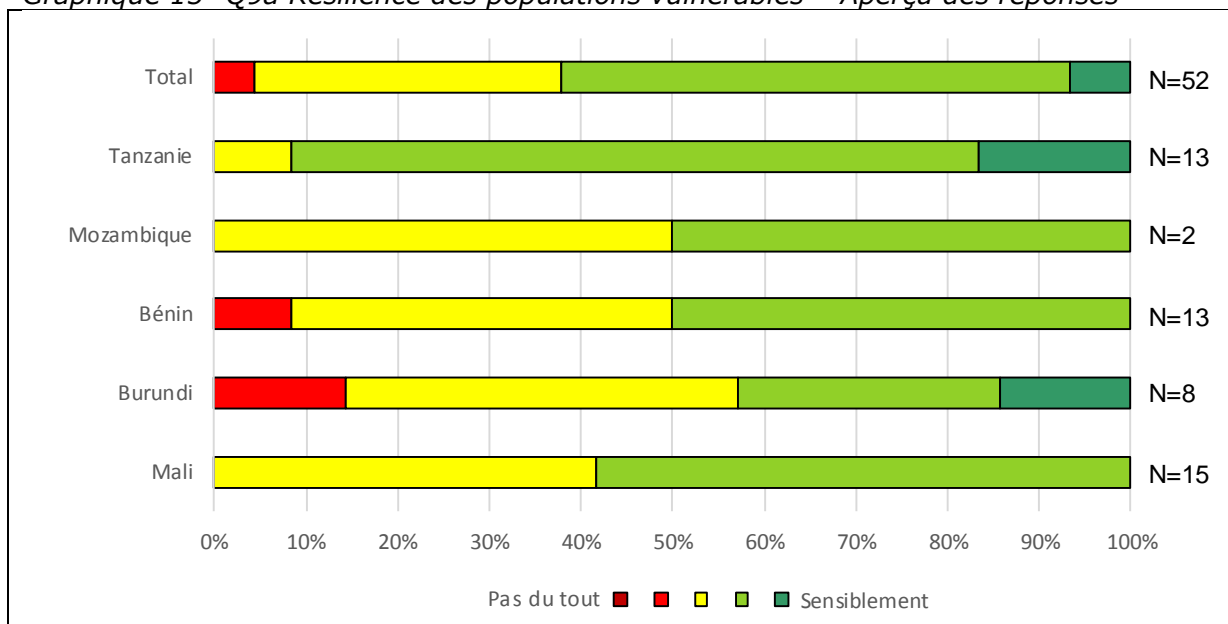
La part des réponses positives pour la question 8c. tous pays FBSA confondus. est de 52%.

## B.3.5 Résultats

### B.3.5.1 Résultats intermédiaires

Question 9a : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué à la résilience des populations vulnérables ?

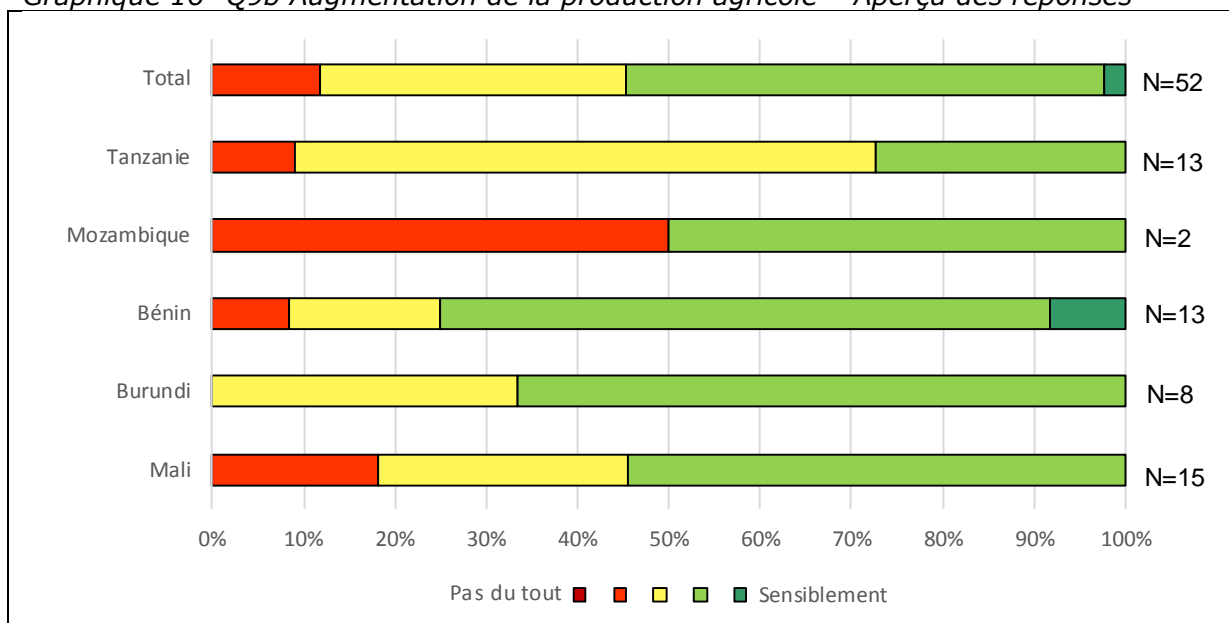
Graphique 15 Q9a Résilience des populations vulnérables – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 9a. tous pays FBSA confondus. est de 54%.

Question 9b : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué à l'augmentation de la production agricole ?

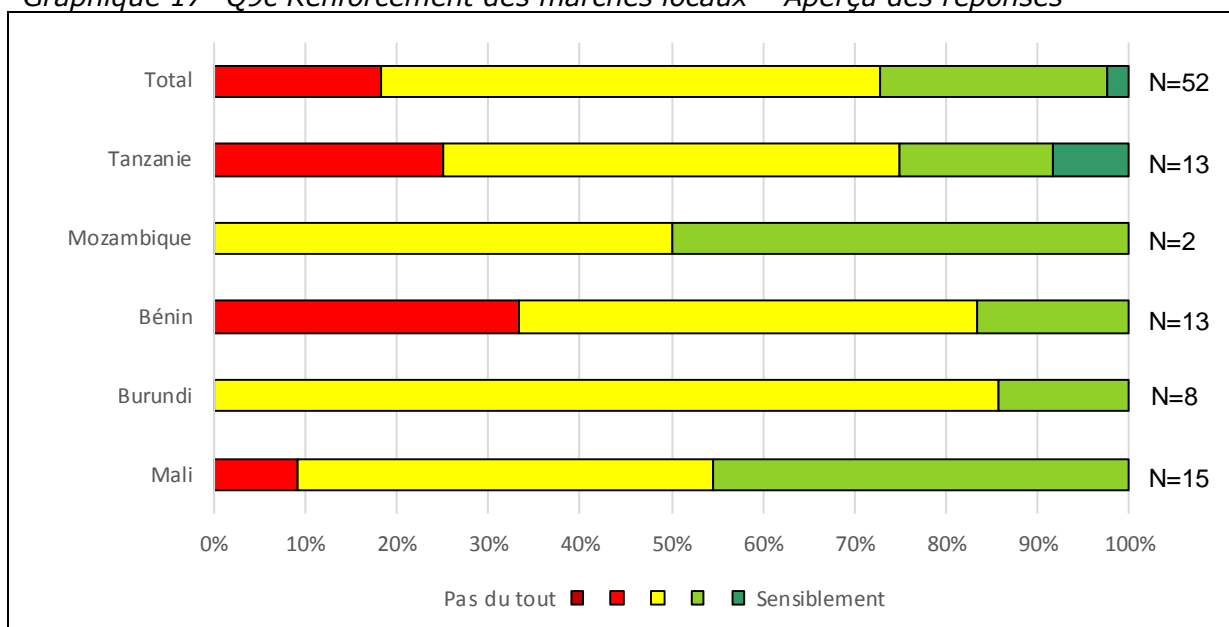
Graphique 16 Q9b Augmentation de la production agricole – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 9b. tous pays FBSA confondus. est de 44%.

Question 9c : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué au renforcement des marchés locaux ?

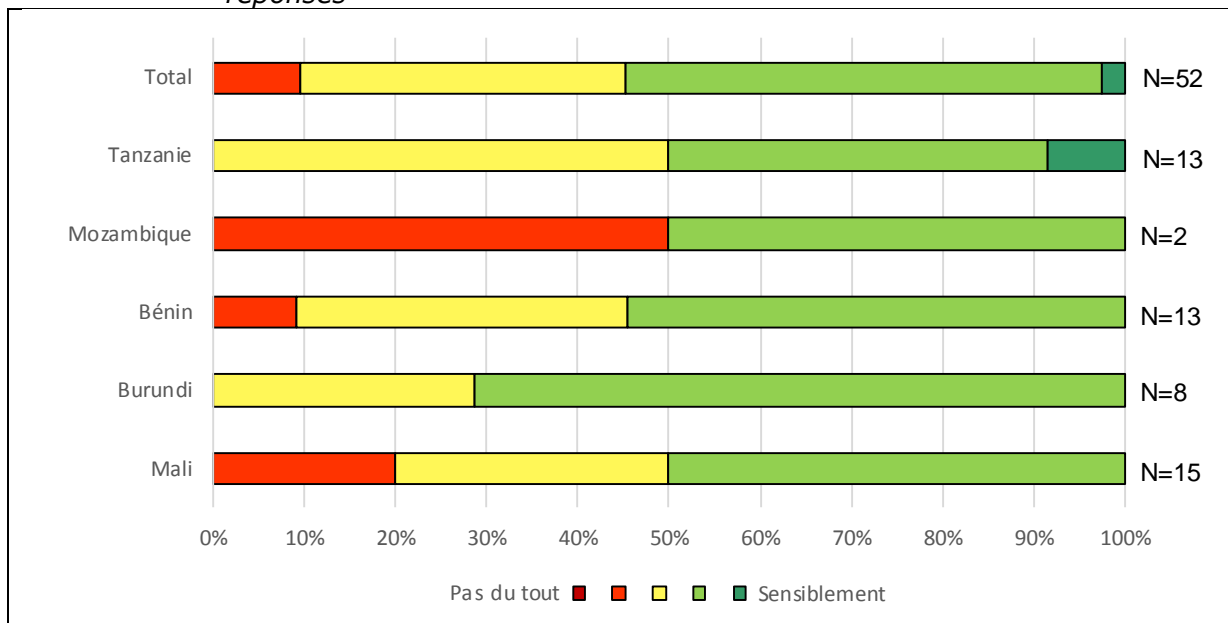
Graphique 17 Q9c Renforcement des marchés locaux – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 9c. tous pays FBSA confondus. est de 23%.

Question 9d : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué à l'augmentation des revenus (agricoles et non agricoles) ?

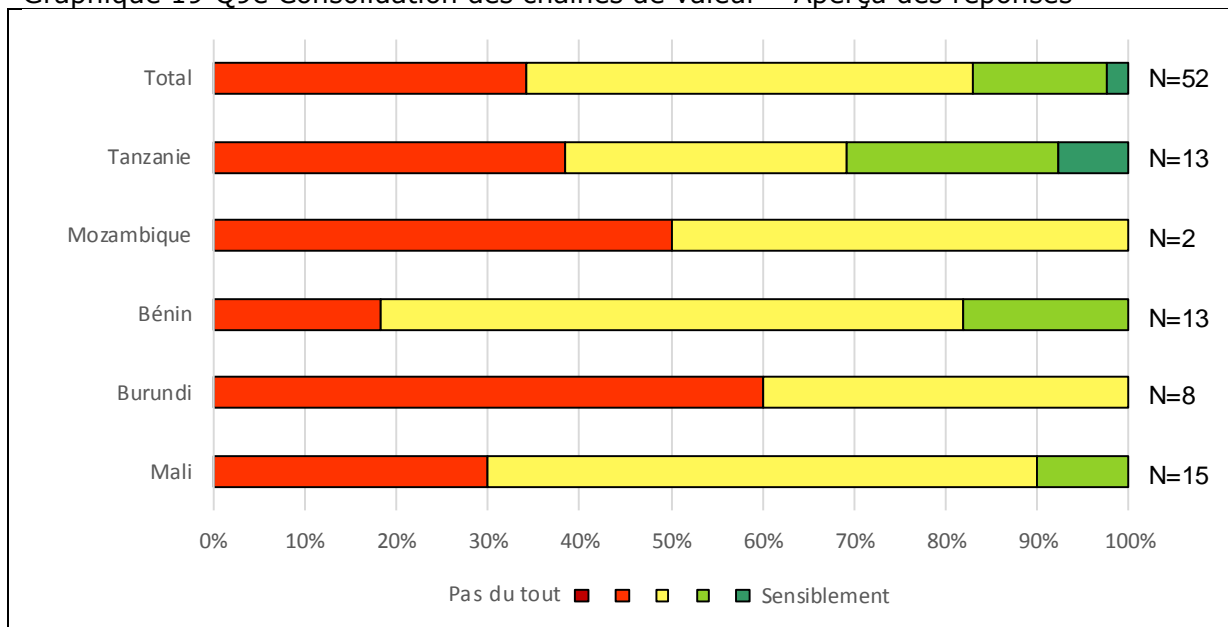
Graphique 18 Q9d Augmentation des revenus (agricoles et non agricoles) – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 9d. tous pays FBSA confondus. est de 44%.

Question 9e : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué à la consolidation des chaînes de valeur ?

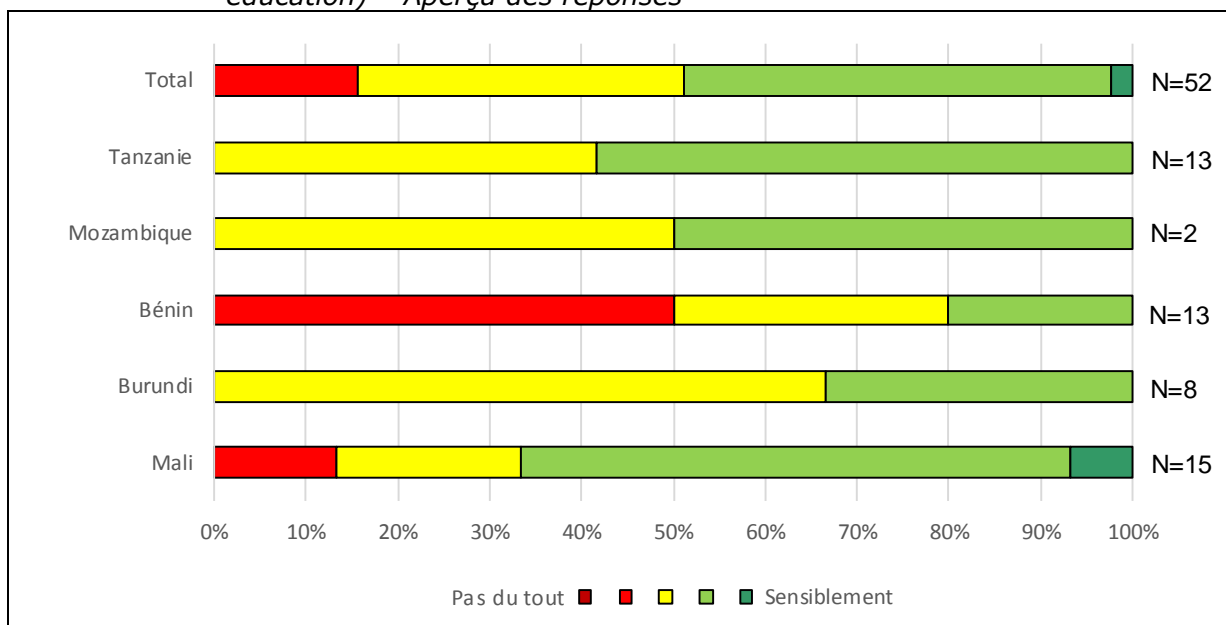
Graphique 19 Q9e Consolidation des chaînes de valeur – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 9e. tous pays FBSA confondus. est de 13%.

Question 9f : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base (santé. eau. éducation) ?

Graphique 20 Q9f Amélioration de l'accès aux services sociaux de base (santé, eau, éducation) – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 9f. tous pays FBSA confondus. est de 42%.

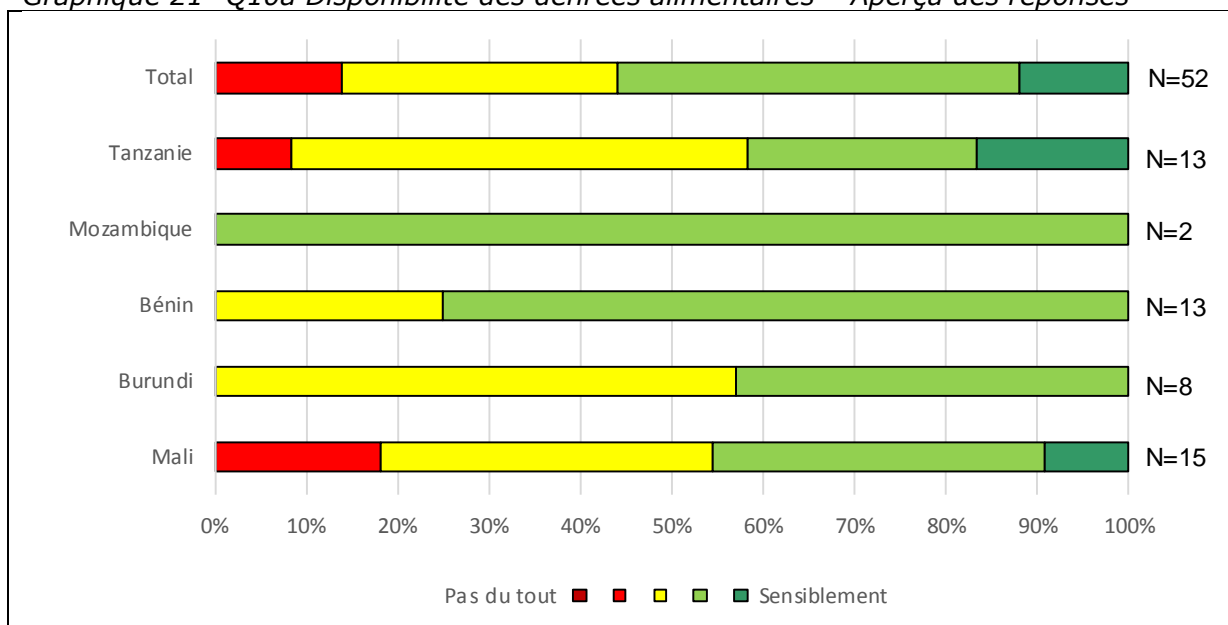
Tableau 20 Exemples de réponses qualitatives concernant les résultats intermédiaires

Réponses qualitatives
Il y a des aspects qui ont été forcément plus impacté que d'autres. L'augmentation de la production agricole a été fortement marqué mais en ce qui concerne le renforcement des marchés locaux il reste encore à faire. Quant à la consolidation des chaînes de valeur, les cibles de AMSANA que sont les vulnérables ne sont pas encore au stade de chaînes de valeurs qui fait plus ou moins appel à la notion d'agro-business. cela nécessite donc du temps pour y arriver et parler de consolidation des CVA.
Les renforcements des capacités des bénéficiaires, la chaîne de solidarité amorcée, la mise en place des groupements de producteurs, la production et l'utilisation des semences de qualité, l'utilisation des hangars de stockage et la mise en relation des producteurs, l'alphabétisation des adultes et des institutions de microfinance ainsi que la formation des jeunes aux métiers ont concouru à l'atteinte des éléments dont il est question ci-dessus
De façon générale, le PLIAM a contribué fortement à améliorer les conditions de vie de la population des zones d'intervention en prenant en compte les piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Toute fois les actions liées aux chaînes de valeur n'ont pas été bien appréhendées si c'est n'est que des activités sporadiques sur le warrantage.
(Traduction) Maisha Bora a renforcé la résilience des groupes vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, qui constituent la classe la plus vulnérable de la communauté, en leur fournissant des capitaux de démarrage et des crédits. L'approvisionnement en eau a réduit la charge de travail des femmes et leur a donné plus de temps pour s'engager dans des activités économiques. L'amélioration de l'élevage et la démarcation des terres ont amélioré les moyens de subsistance de la communauté en lui assurant des modes de pâturage qui permettent de sauver davantage de bétail pendant la saison sèche. Maisha bora ne s'est pas beaucoup occupée de la production agricole en raison de son statut climatique sur le lieu de travail.

### B.3.5.2 Résultats globaux

Question 10a : Selon votre expérience, dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué à la disponibilité des denrées alimentaires ?

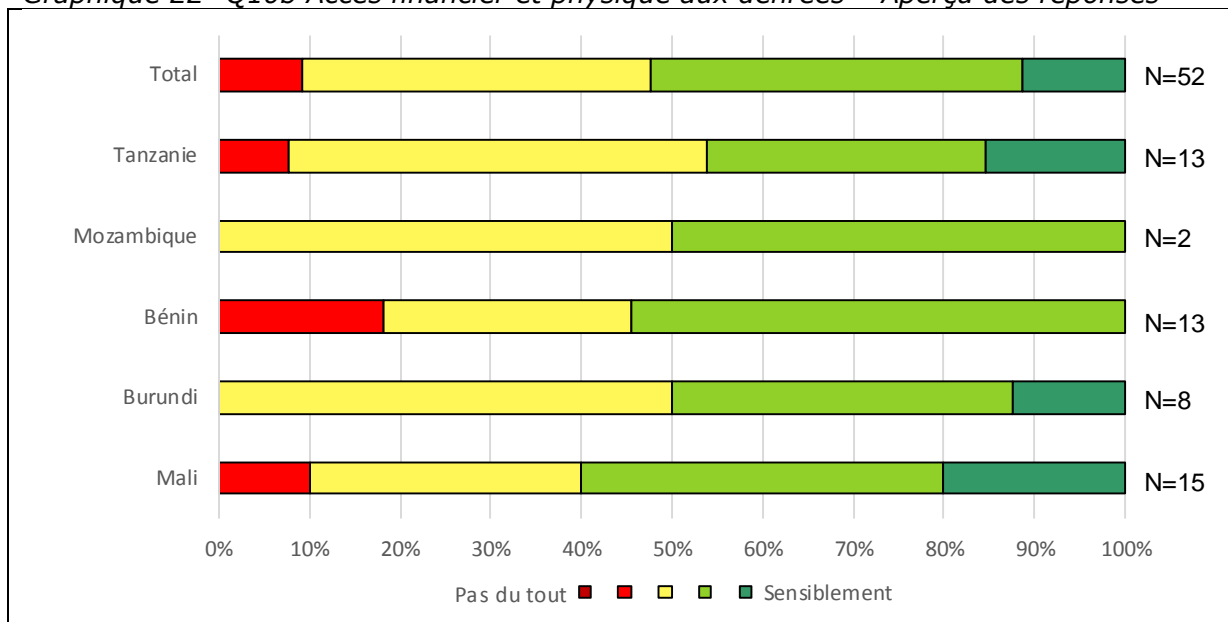
Graphique 21 Q10a Disponibilité des denrées alimentaires – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 10a tous pays FBSA confondus. est de 54%.

Question 10b : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué à l'accès financier et physique aux denrées ?

Graphique 22 Q10b Accès financier et physique aux denrées – Aperçu des réponses

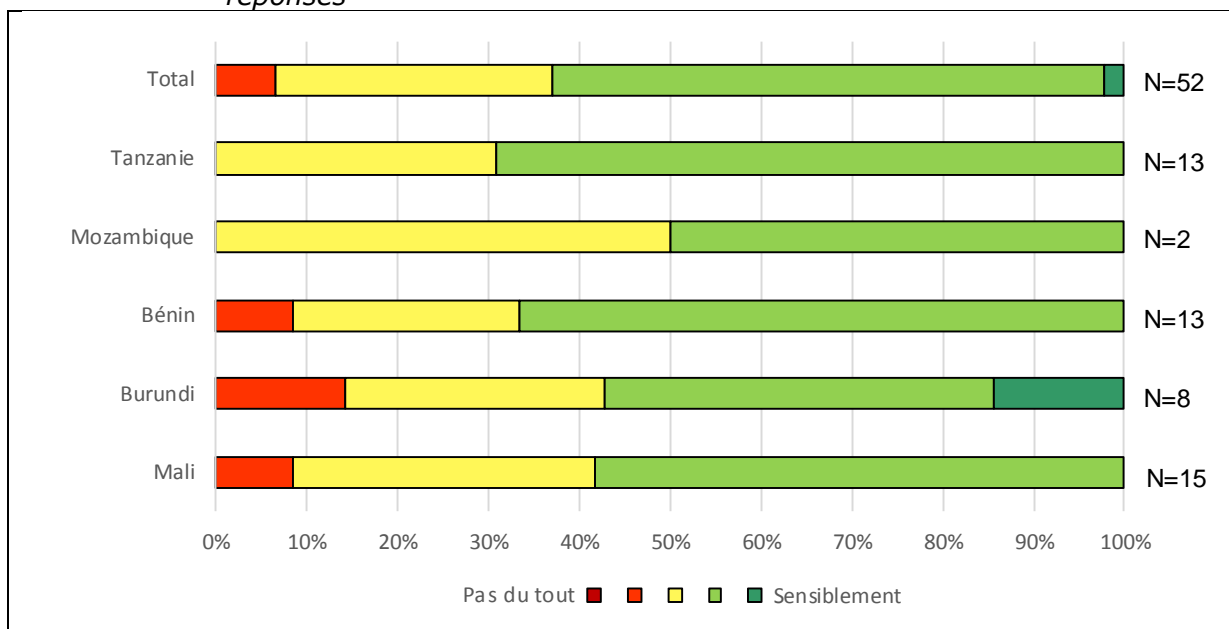


La part des réponses positives pour la question 10b tous pays FBSA confondus. est de 44%.

Question 10c : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué à l'utilisation des aliments à niveau nutritionnel adéquat ?



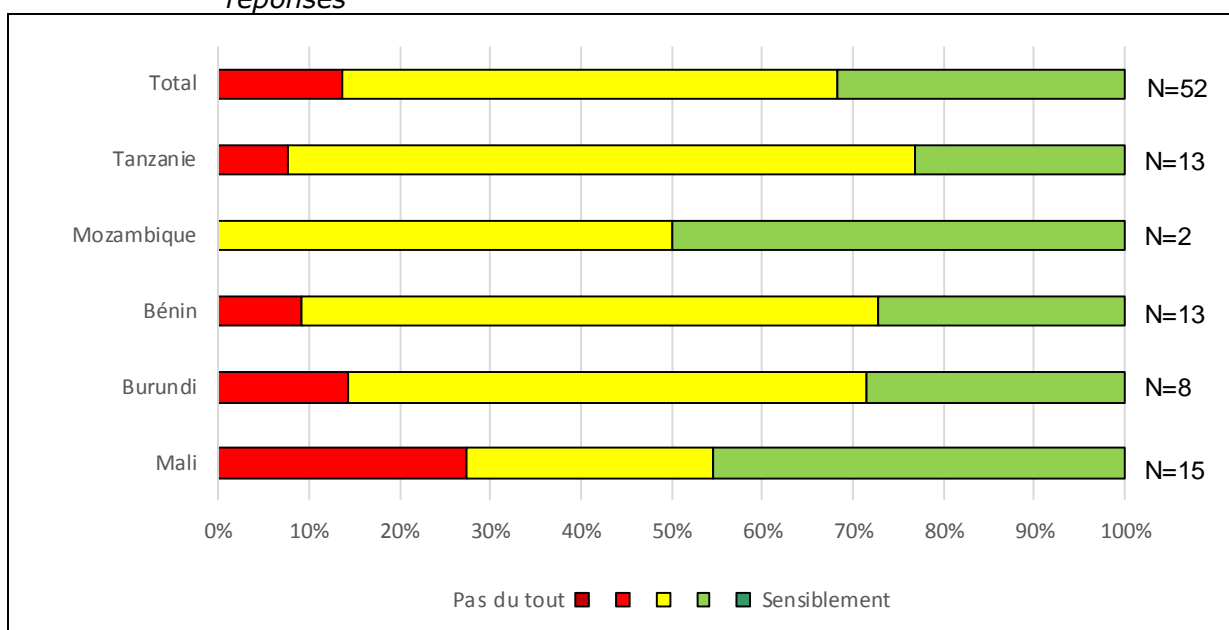
Graphique 23 Q10c Utilisation des aliments à niveau nutritionnel adéquat – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 10c tous pays FBSA confondus. est de 56%.

Question 10d : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils contribué à la stabilité des trois dimensions ci-dessus dans le temps ?

Graphique 24 Q10d Stabilité des trois dimensions ci-dessus dans le temps – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 10d tous pays FBSA confondus. est de 27%.

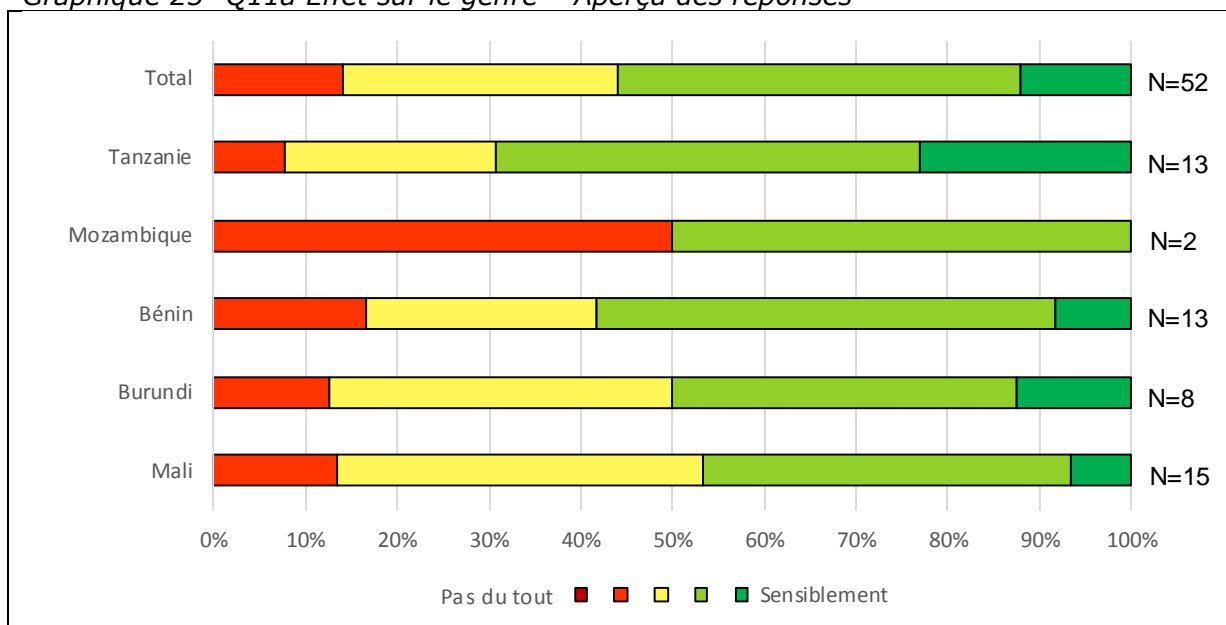
Tableau 21 Exemples de réponses qualitatives concernant les résultats globaux

Réponses qualitatives
<p>Disponibilité : un changement significatifs dans les modèles de production. dont l'intégration de la pisciculture aux différents types de maraichages.</p> <p>Accès : l'amélioration des marges nettes est un focus lié à chaque production.</p> <p>Nutrition: l'approche communautaire CRB. permet d'ancrer durablement l'amélioration des pratiques nutritionnelles des ménages.</p> <p>Stabilité : le focus gestion de la période de soudure permet de modifier fortement l'IDF.</p>
<p>Le programme a non seulement contribué à l'augmentation de la production agricole mais aussi assurer leur disponibilité dans le temps en sensibilisant les production à la bonne gestion des récoltes à travers l'utilisation des hangars de stockage. ce qui leur permet de vendre au bon moment et ainsi avoir un revenu plus élevé. l'apport de la CRB a positivement contribué à l'amélioration de la qualité nutritionnel des ménages</p>
<p>Ces trois dimensions de la sécurité alimentaire ont été sensiblement améliorées. Cependant. il fallait un accompagnement pour une consolidation des acquis pour une stabilité dans le temps.</p>
<p>(Traduction)</p> <p>La disponibilité de produits alimentaires diversifiés est un point faible de la conception Maisha Bora. et la flexibilité limitée du programme n'a pas permis d'y remédier. L'accès est bien amélioré dans les limites de la disponibilité L'utilisation a connu d'importants changements. Il existe de nombreux éléments pour soutenir la stabilité mais la durabilité de leur gestion devrait être davantage soutenue (cf. absence de deuxième phase)</p>

### B.3.5.3 Aspects transversaux

Q11a : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils eu un effet sur le genre ?

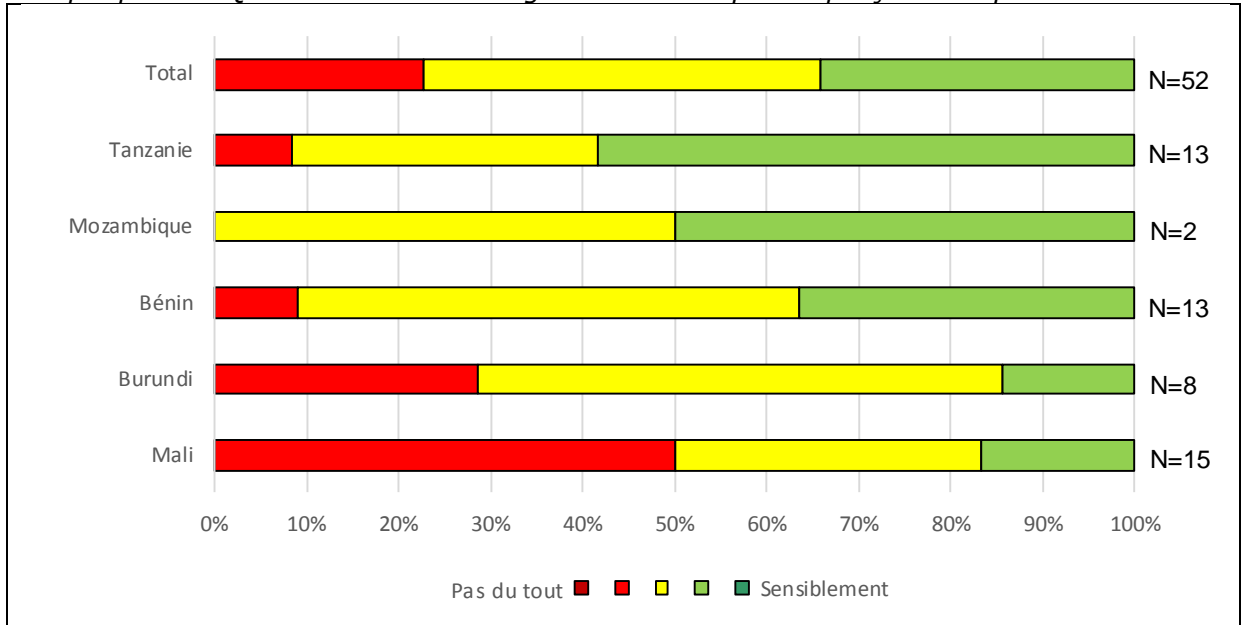
Graphique 25 Q11a Effet sur le genre – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 11a tous pays FBSA confondus. est de 54%.

Q11b : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils eu un effet sur le changement climatique ?

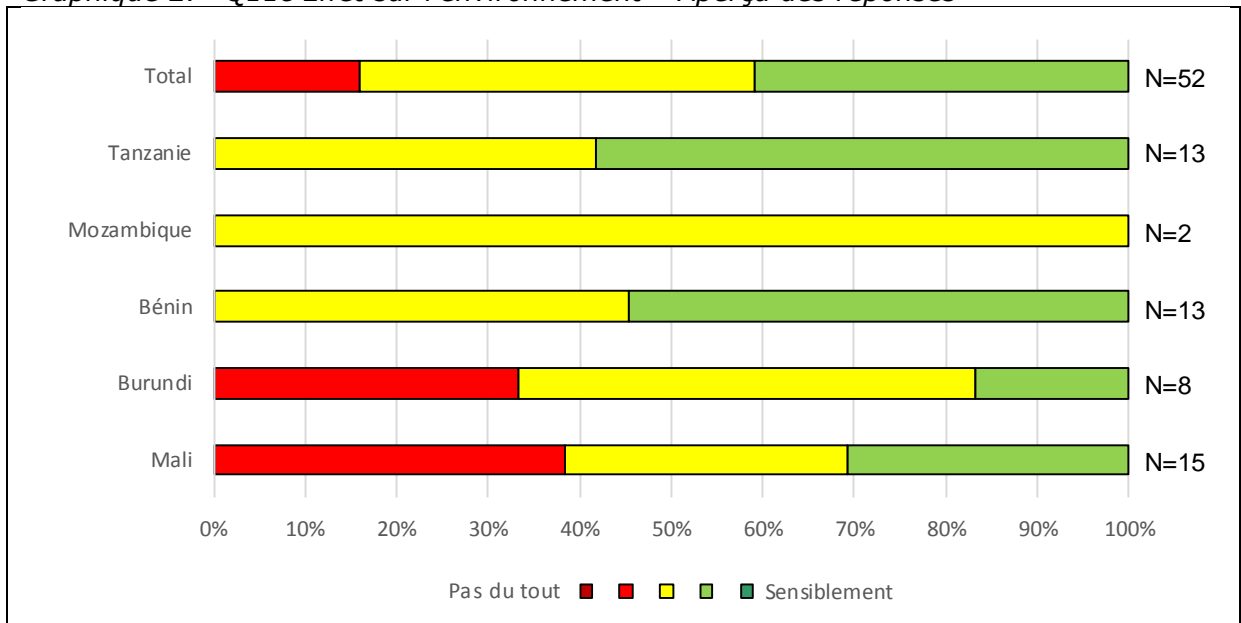
Graphique 26 Q11b Effet sur le changement climatique – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 11b tous pays FBSA confondus. est de 29%.

Q11c : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils eu un effet sur l’environnement ?

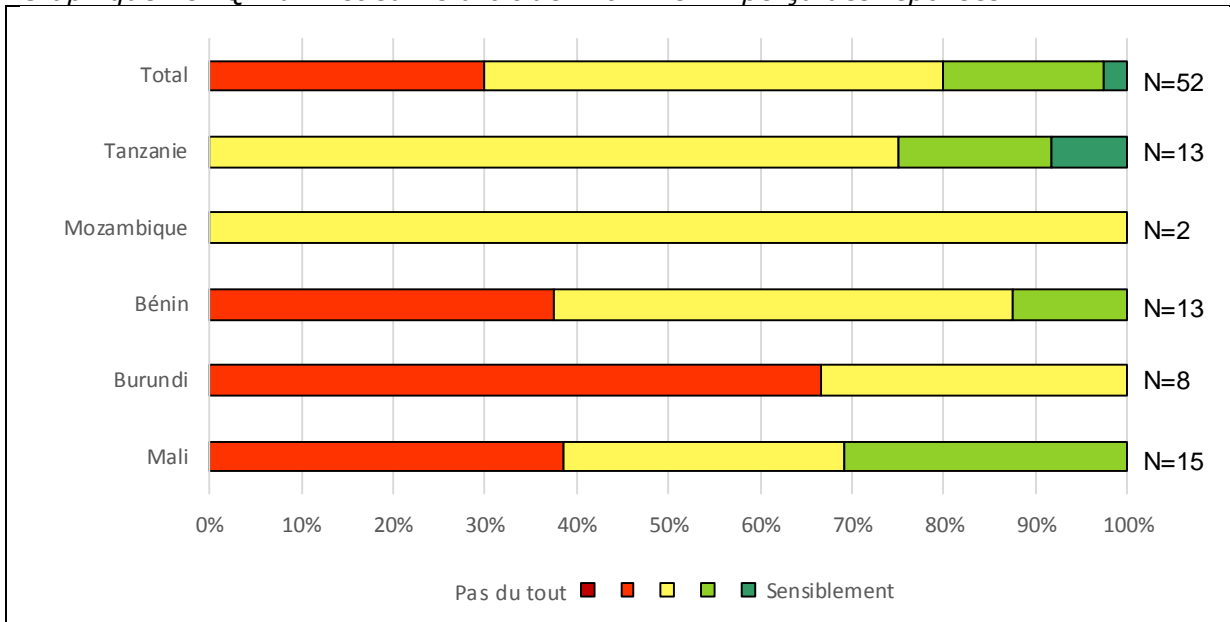
Graphique 27 Q11c Effet sur l’environnement – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 11c tous pays FBSA confondus. est de 35%.

Q11d : Selon votre expérience. dans quelle mesure les programmes FBSA ont-ils eu un effet sur le droit de l’homme ?

Graphique 28 Q11d Effet sur le droit de l'homme – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 11d tous pays FBSA confondus. est de 15%.

Tableau 22 Exemples de réponses qualitatives concernant les aspects transversaux

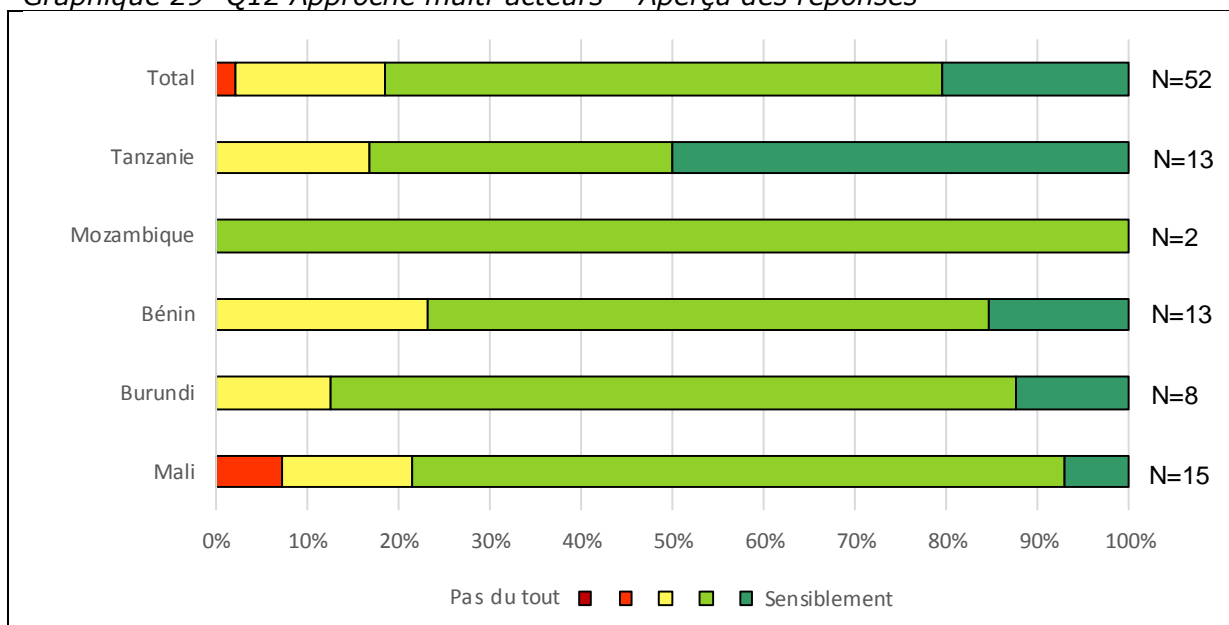
Réponses qualitatives
Peu d'activités spécifiques genre ; DDHH pas vraiment adressées; changement climatique: problématique trop vaste pour pouvoir être impacté à cette échelle limité. mais différents aspects 'environnement' adressés (traitement déchets. eau. maraichage écologique. ...)
La participation des femmes dans les centres d'alphabétisation à plus de 80% et tout ce qui s'en suit comme accès à l'information. le développement du leadership. etc. montre combien l'aspect genre a été touché. Au niveau changement climatique. le volet des cultures résistantes à la sécheresse développé par le PADASIO a amené des innovations très importantes. Les EFI ont beaucoup touché l'aspect environnement. La mise en place des coopératives qui peuvent défendre les intérêts de leurs membres a également touché l'aspect droit de l'homme.
Le genre a été pris en compte dans toutes les interventions du PLIAM à travers un appui et accompagnement de ONU Femmes qui a joué le rôle de structure d'appui technique pour l'intégration du genre Pour l'environnement et les changements climatiques des sessions de formations ont été conduites et suivies au niveau des collectivités. des services techniques ainsi que la conduite des études d'impact environnemental avant la réalisation de tous les investissements. Pour les droits humains les enfants. les femmes enceintes et allaitantes ont été les cibles prioritaires pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition
(Traduction) En raison de la forte culture Massai. le genre et les droits de l'homme sont régulés par les traditions.

## B.3.6 Valeur ajoutée de l'approche multi-acteurs

### B.3.6.1 Approche multi-acteurs

Question 12 : Selon votre expérience. dans quelle mesure l'approche multi-acteurs du programme FBSA a-t-elle contribué à l'atteinte des objectifs du programme ?

Graphique 29 Q12 Approche multi-acteurs – Aperçu des réponses



La part des réponses positives pour la question 12. tous pays FBSA confondus. est de 77%.

Tableau 23 Exemples de réponses qualitatives concernant la valeur ajoutée de l'approche multi-acteurs

Réponses qualitatives
L'approche multi-acteurs et multi-secteurs sont par excellence des approches de mise en œuvre de toute intervention SAN. AMSANA répond entièrement à cette approche et est même le seul programme au Bénin. À ce titre, par exemple (i) la synergie d'action entre les partenaires au sein de AMSANA contribue fortement à l'atteinte des objectifs ; (ii) le bon phasage et la bonne articulation entre les interventions au niveau des mêmes cibles contribuent à renforcer fortement la résilience de communautés ; (iii) la bonne coordination des interventions permet de garder les différents partenaires sur la ligne droite par rapport à l'objectif commun.
(Traduction) L'identité commune des différentes composantes envers les bénéficiaires. dissociant les activités de leurs exécutants. ce qui modifie le sentiment des récepteurs passifs. Passer d'une relation de défi entre les OSC et les gouvernements locaux à une relation d'affirmation. Démontrer que les synergies peuvent être meilleures que l'isolement et/ou la concurrence
Impact sur les fondamentaux de l'insécurité alimentaire ; Diversité de renforcement des acteurs par différents partenaires ; Promotion bonnes pratiques nutritionnelles et promotion diversification agricole – Coupler sensibilisation à l'ut Des services de santé avec la promotion des mutuelles de santé Coupler plaidoyer au niveau du district sanitaire pour la mise à disposition de RH avec des campagnes de construction d'équipements
Coordination des interventions Création d'une compréhension et d'une stratégie commune. afin de travailler vers des objectifs partagés Approche intégrée. dans le sens large Partage des connaissances. des expertises et des leçons apprises

## **B.3.7 Enseignements du FBSA**

### **B.3.7.1 Facteurs de succès**

Les facteurs de succès indiqués par les répondants les plus cités sont les suivants :

- Coordination (dont les outils de coordination. i.e. comité de direction)
- Approche multi-acteurs (implémentation. structure horizontal. partage d'expertise)
- Expérience et professionnalisme des partenaires dans leur domaine et/ou la zone d'intervention
- Approche multi-dimensionnel et multi-sectoriel de la SAN
- Synergie
- Ancrage communal
- Conception commune (clarté des objectifs)
- Concentration géographique
- Adhésion des bénéficiaires
- Flexibilité du Fonds (transparence financière)
- Identité commune

### **B.3.7.2 Facteurs entravants**

Les facteurs entravants au succès du FBSA indiqués par les répondants les plus cités sont les suivants :

- Facteurs externes et contextuels (e.g. insécurité. climat. socio-culturel. réformes nationales. vulnérabilité des cibles)
- Insuffisance de la coordination et des synergies
- Abrogation ne permettant pas la perspective d'une durée de 10 ans des programmes
- Difficultés de synchronisation des activités
- Méconnaissance de l'approche multi-acteurs
- Limite des capacités des partenaires locaux
- Faiblesse de l'engagement gouvernemental dans le programme
- Manque de flexibilité dans les règles financières

### B.3.7.3 Appréciations finales

Tableau 24 Exemples d'appréciations finales

<b>Réponses qualitatives</b>
Bon programme avec une approche pertinente mais a besoin de beaucoup de réglages pour permettre d'obtenir des résultats probants
Le nouveau programme bilatérale 2019-2023 n'a pas utilisé l'expérience Amsana et ne poursuit pas d'objectifs dans le domaine sécurité alimentaire. Une occasion raté pour la capitalisation des expériences.
Dans son ensemble. le programme FBSA/Moso a largement contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et les conditions de vie des populations touchées. Malheureusement . l'arrêt du financement pour la phase suivante va affecter négativement la pérennisation des acquis du programme précédent.
Ce qui a manqué c'est l'absence d'une stratégie globale. une théorie de changement ou sera déclinée le chemin de la résilience sur 15 ans avec de ou 3 phases clés et chacune des étapes a des résultats attendus. La coordination devait avoir les pouvoirs nécessaires pour stopper une action qui ne s'inscrit pas dans le chemin tracé.
(Traduction) Une réponse multi-acteurs et multi-partenaires est fondamentale. Cela signifie que la mise en œuvre repose largement sur un ensemble d'actions conjointes et interdépendantes de plusieurs partenaires ayant des connaissances. des compétences et des attitudes complémentaires pour atteindre les objectifs.
(Traduction) Il y a des erreurs. des lacunes et des problèmes non résolus. mais dans l'ensemble. nous sommes très satisfaits des résultats déjà obtenus et des changements observés dans un délai limité dans un contexte difficile. Nous espérons que l'évaluation servira à la fois à tirer les leçons qui pourraient alimenter les nouveaux programmes. y compris pour une deuxième phase dans une nouvelle configuration.

## Annexe C : Aperçu des programmes du FBSA

<b>Pays</b>	<b>Benin</b>	<b>Burundi</b>	<b>Mali</b>	<b>Mozambique</b>	<b>Tanzania</b>
<b>Intitulé du programme</b>	<b>AMSANA</b>	<b>FBSA/Moso</b>	<b>PLIAM</b>	<b>FNSP</b>	<b>Maisha Bora</b>
<b>Partenaires</b>	CTB (Enabel) Protos Iles de Paix Louvain Coopération Croix-Rouge de Belgique	FAO UNCDF Collectif Stratégie Alimentaire Caritas Int. Belgique Louvain Développement Solidarité Mondiale Croix Rouge de Belgique	FAO UNCDF/FENU Terre Nouvelle Croix Rouge de Belgique PROTOS VSF-B Solidarité Mondiale	UNCDF FAO WFP FOS DISOP SETSAN Local Government	CTB (Enabel) VSF-B Trias Iles de Paix WFP
<b>Secteurs</b>	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Secteur agricole productif Accès aux services Appui institutionnel	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Agriculture Food Security Social Protection	Coordination Livestock / pastoralism Business development Water Nutrition
<b>Budget total du programme</b>	EUR 12.592.080 dont EUR 10.995.120 financés par la DGD et EUR 1.596.960 de contribution par les partenaires ONG	EUR 14.473.676 dont EUR 11.107.525 financés par la DGD et EUR 3.366.151 de contribution par les partenaires	EUR 15.800.000 dont EUR 11.900.000 par FBSA et EUR 3.800.000 par différentes organisations partenaires (prévu 2011)	Total budget of 16.210.669, of which 11.298.822 euros is funded by the BFFS and 4.911.847 by partner agencies	EUR 13.742.173 (BFFS contribution: EUR 11.270.996)
<b>Période de mise en œuvre</b>	De 2016 à 2020 (60 mois)	2013-2018 (60 mois)	Février 2012 – Juin 2017	2012-2018 <sup>10</sup>	January 2015 – December 2019 (60 months)
<b>Région ciblée et nombre de bénéficiaires</b>	Département de l'Atacora (65 villages) Au moins 60 % des ménages dans les villages ciblés soit à peu	Région de Moso (3 communes)	Cercle de Niore et Cercle de Nara (27 communes)	Gaza Province (6 districts). 278 000 inhabitants of Gaza province, not all of	Longido and Simanjiro districts (15 villages) 9,000 households, in particular the 40%

<sup>10</sup> Deux organisations ont obtenu une extension après la clôture officielle du projet en 2018 (le FENU et la FAO) jusqu'en septembre 2019.



	près 8.000 ménages			whom were direct beneficiaries	impoverished households, women and youth
<b>Objectif global</b>	Une sécurité alimentaire et nutritionnelle améliorée	Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables	Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables	Improved food security for vulnerable households	Higher and more secured income used for nutrition and improved local availability of food
<b>Résultats principaux</b>	<p><b>R 1:</b> La sécurisation de la disponibilité des produits vivriers et maraîchers et des revenus qui en découlent</p> <p><b>R 2 :</b> Les populations bénéficient de services économiques adaptés pour l'augmentation et la diversification de leurs revenus</p> <p><b>R 3:</b> Meilleures pratiques nutritionnelles et d'hygiène dans les communautés des villages cibles</p> <p><b>R 4:</b> Les stratégies et les interventions d'appui relatives à la sécurité alimentaire et à la prévention de la malnutrition sont mieux prises en charge, priorisées et exécutées aux différents niveaux institutionnels du programme</p> <p><b>R 5:</b> Des effets multidimensionnels sur les ménages cibles, l'efficacité du programme et l'appropriation des bonnes pratiques à tous les niveaux d'intervention sont renforcés</p>	<p><b>R.1.1.</b> Les capacités de production et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables sont durablement renforcées</p> <p><b>R.1.2.</b> Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont améliorées et diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré</p> <p><b>R.2.1.</b> Les communautés ont les capacités de faire face durablement à la malnutrition, aux maladies et autres problèmes de santé</p> <p><b>R.2.2.</b> L'accès des populations à l'eau potable et aux infrastructures est durablement et équitablement renforcé</p> <p><b>R.3.1.</b> Les capacités de planification, de prise en charge durable et de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'adaptation aux changements climatiques par les communautés et</p>	<p><b>R.1.1.</b> Les capacités de production et de stockage (productions végétales et animales traditionnelles) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement.</p> <p><b>R.1.2.</b> Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré (productions végétales et animales).</p> <p><b>R.2.1.</b> L'accès à une alimentation équilibrée et saine et aux services sociaux communautaires de base (autre que l'eau potable) est amélioré durablement pour tous.</p> <p><b>R.2.2.</b> L'accès à l'eau potable est assuré pour tous de manière durable.</p> <p><b>R.3.1.</b> Les capacités de planification, de prise en charge durable, et de gouvernance de la</p>	<p><b>R 1:</b> Enhanced governance for sustainable FSN at Provincial and District Level and for CBOs and farmer organisations (local public expenditure management, risk and food sec security assessment)</p> <p><b>R 2:</b> Improved rural livelihoods of vulnerable households at Provincial and District Level and through CBOs, farmer organisations and schools</p> <p><b>R 3:</b> Improved effective FS coordination, planning, monitoring and evaluation mechanisms established</p>	<p><b>R 1:</b> Households have livestock resources secured and can benefit more from different livestock products, with a major sub-result being sustainable access to adequate <u>water for livestock</u> is improved</p> <p><b>R 2:</b> Women, youth and households' income are more diversified, secured and used to increase the quantity of food intake</p> <p><b>R 3:</b> More households, and in particular more pregnant and lactating women and children under 5, consume more diversified foods, use cleaner water, prevent and treat diarrhoea effectively and have increased awareness of HIV prevention</p> <p><b>R 4:</b> Effective coordination of the Programme assures external and internal coherence, induced cooperation and increases</p>

		<p>acteurs locaux sont durablement renforcées.</p> <p><b>R.3.2.</b> Les capacités du MINAGRIE pour la coordination globale du programme sont renforcées</p>	<p>sécurité alimentaire et nutritionnelle par les communes et acteurs locaux sont renforcées durablement.</p> <p><b>R.3.2.</b> Les capacités du CSA (commissariat à la sécurité alimentaire) pour la coordination globale de programmes multisectoriels et multi-acteurs</p>		<p>implementation efficiency</p>
--	--	---	--	--	----------------------------------

## Annexe D : Liste des personnes consultées

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Position</i>	<i>Organisation</i>
<b>Général</b>			
Acheampong	Kwaku	Responsable du Département Sud	FOS
Bakker	Sjoerd	Agri-Expert (East Africa section)	Enabel
Bayingana	Kristina	Conseiller OPS	Enabel
Beerlandt	Hannelore	Présidente du conseil d'administration	Enabel - Bruxelles
Blais	Daniel	Directeur régional Afrique de l'Ouest	LC
Brismé	Christophe	Responsable des partenariats Mali et Niger	SOS Faim
Cervera	Ramon	Chargé de programme	UNCDF
Cinal	Gulseher	Desk Mali et Maroc. Précédemment : Gestionnaire FBSA Mali.	SFP AE DGD
Claus	Grégory	Responsable Rwanda et Burundi	Caritas Internationale
Dedry	Anne	Députée. Parti Groen. Présidente du comité parlementaire du FBSA	Parlement belge
De Georgio	Fabrizio	Représentant Résident	Protos (Mali)
De Marliave	Felix	Croix Rouge belge à Dakar ; au Mali à l'époque	Croix Rouge belge
De Mario-Sartor	Nadine	Chargée de la gestion des subsides	Loterie Nationale
Dezyn	Thibaud	Collaborateur	FOS
Driesen	Toon	M&E Expert	Enabel
Durieux	Carole	Ex-Cheffe de Service FBSA	SFP AE DGD
Furero	Fiacre	Chargé du FBSA à Bujumbura	FAO
Grovonius	Gwenaelle	Membre du Parti Socialiste	Parlement belge
Hamido	Luis	Responsable for Gaza Field Office	WFP
Hendricks	Edwin	OPS Advisor	Enabel
Hiergens	Thomas	Attaché Aide Humanitaire	DGD
Janssens	Laurence	Enabel Director for Mozambique and South Africa	Enabel
Jardon	Isabelle	Responsable du suivi programme Bénin	IDP
Laquieque	Agostinho	Coordinateur Technique	DISOP
Mali	Charlotte	Chargée du Burundi	CRB
Mbanzamihigo	Léonidas	Représentant de LC au Burundi	LC
Meulders	Caroline	Service Afrique centrale et australe. Desk géographique RDC-Mozambique	SFP AE DGD

<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Position</b>	<b>Organisation</b>
Modibo	Touré	Task Officer	FAO-M1
Muruiri	Juliana	Chef du service Nutrition	WFP Tanzanie
Musabyimana	Tatien	Chargé du Rwanda. Burundi. et RDC	WSM
Ngongang	Ilère	Gestionnaire du programme Afrique de l'Ouest	WSM
Ntahombaye	Marie Goretti	Attaché à l'Ambassade belge à Bamako	Ambassade belge. Mali
Patricio	Luisa	Chargé de projet	FAO
Ripoche	Denis	Directeur Régional Afrique Orientale/Centrale	VSF
Risch	Luc	Directeur adjoint coopération bilatérale	SFP AE DGD
Shosho	Neema	Programme Officer Nutrition	WFP Tanzanie
Slimbrouck	Johan	Chargé du suivi général du FBSA	PROTOS
Somerhausen	Eric	En charge du programme Bénin	CRB
Standaert	Jean-Yves	Ancien chargé du programme FBSA	DGD
Van der Hoek	Harald	Représentant au Bénin	PROTOS
Van Landschoot	Delphine	Responsable des programmes FAO	DGD
Van Malderghem	Anne	Desk géographique Guinée-Bénin (Précédemment Responsable du Mozambique)	SFP AE DGD
Van Waeyenberge	Sofie	Manager EST a.i. Belgian development agency	Enabel
Verstraeten	Magali	Responsable ECMS (ex- chargée FBSA)	IDP
<b>Guinée</b>			
Bah	Ibrahima	Coordinateur	CNOP-G
Bah	Mamadou Ygouldé	Responsable technique	SARA
Balde	Amadou Mouctar	Assistant Technique National	Enabel
Bangoura	Fodé Fadou	Encadreur	SARA
Bangoura	Mahamed Lamine	Comptable	SARA
Beerlandt	Hannelore	Présidente du conseil d'administration	Enabel - Bruxelles
Bosman	Gerrit Johan	Coordinateur projet DAKMA	Enabel
Camara	Abdoulaye	Coordinateur	RGTA-DI
Camara	Amimata	Encadreur	SARA
Camara	Fodé Moussa	Coopérative membre de la fédération	FEPAF-BG
Camara	Fodé	Responsable intrants - région de Kindia	Ministère de l'agriculture
Camara	Gilbert Andéga	Chargé de programmes	CNOP-G
Camara	Mamadouba Aissata	Directeur exécutif	AGUIDEP
Camara	Mohamed	Chargé d'études	SIPAG

<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Position</b>	<b>Organisation</b>
	Moustapha		
Camara	Moriba Ramos	Directeur général adjoint	Ministère agriculture
Camara	Moussa	Président	FEPAF-BG
Camara	Naby	Conseiller	SARA
Camara	Soriba	Directeur a.i.	APEK
Camara	Tata	Service formation	SARA
Camara	Wayé Abou	Président chambre agriculture	Préfecture Kindia
Camara	Yama	Conseillère genre	SARA
Diakhaby	Madiba	Statisticien	ANASA
Diallo	Abdoulaye1	Animateur projet DAKMA	APEK
Diallo	Amadou	Intervention manager PEA	Enabel
Diallo	Halimatou	Stagiaire	RGTA-DI
Dohogne	Jean-Jacques	Secrétaire d'ambassade	Ambassade de Belgique
Faber	Jean Luc	Chef de division	BSD Ministère agriculture
Fatou	Sylla	Bénéficiaire	SARA
Fofana	Elhadj Boubacar	Président	REGOSA
Gaudichau	Chantal	Représentante pays	Guinée 44
Kaba	Diéney Fadima	Directrice nationale DNSFN	Ministère de la santé
Keita	Karfalla	Conseiller agricole	FEPAF-BG
Kourouma	Fella	Chargé de programme	TRIAS
Lyaya		Directeur	ATC
Magassoube	Mamadou	Encadreur	RGTA-DI
Millimouno	René Fara	Coordinateur pays	TRIAS
Perremans	Delphine	Chargée d'Affaires	Ambassade de Belgique
Soumah	Abdoulaye	Vice-président du CA	SARA
Soumah	Alia	Coopérative membre de la fédération	FEPAF-BG
Soumah	Almamy Sékon	Responsable projet DAKMA	RGTA-DI
Soumah	Almamy Sény	Directeur régional de l'agriculture - Kindia	Ministère de l'agriculture
Soumah	Mamadou	Responsable suivi-évaluation	SARA
Sylla	Aboubacar	Responsable appui technique	RGTA-DI
Sylla	Aminata	Présidente du CA	SARA
Sylla	Arafan	Coopérative membre de la fédération	FEPAF-BG
Sylla	Fodé Seylou	Conseiller	SARA
Sylla	Mamadouba	Conseiller agricole	RGTA-DI
Sylla	Seydouba Hawa	Coordinateur	SARA
Tall	Idrissa	Chef de service	ANASA
Van Malderghem	Anne	Desk géographique Guinée-Bénin	DGD
Wauters	Evert	Représentant résident délégué	Enabel
Yombouno	Namory	Chef division des intrants	Ministère agriculture
<b>Bénin</b>			
Adjovi	Estelle	Chargée de la sécurité alimentaire	PROSAR

<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Position</b>	<b>Organisation</b>
Agbakli	Roger Kouami	Coordinateur national	BUPDOS-ONG
Ahamide	Chadrac	Secrétaire permanent	AIAB
Ahouigbamey	Flavien Désiré	Chef de service coopération à la DPP	MAEP
Aïssan	Rufin	Chargé de programme	IDP
Akondé T.	Pierre	Directeur renforcement de capacités	ATDA 7
Assouma	Oladayo	Chargé de programme	URCOOPMA
Atidegla	Aurélien	Président	PASCIB
Ayelesso	Richard	Assistant technique suivi-évaluation	LC
Azandjeme	Annick Mireille	Attachée de coopération	Ambassade Belge Cotonou
Baas	Wilma	Co-responsable programme PROFI	Enabel Cotonou
Beckmann	Nadescha	Chargée de projet	PROSAR
Beerlandt	Hannelore	Présidente du conseil d'administration	Enabel - Bruxelles
Biaou	Léopold	Direction conseil agricole au DQUIFE	MAEP
Blais	Daniel	Directeur régional Afrique de l'Ouest	LC Cotonou
Boundé	Colette	Conseiller technique	PROSAR
Chabbert	Jacques	Coordonnateur AMSANA	Enabel Bénin
Chantrie	Deborah	Experte junior communication	Enabel Bénin
Dabire	Anselme	Coordinateur régional	IDP
Djossou	Eugène	Service d'étude et prospective à la DPP. chargé du suivi du programme AMSANA	MAEP
Dohou	Serge	Assistant technique Fonio	LC
Dossia	Vivien	Superviseur institutionnel	ERAD
Durieux	Carol	Ex-Cheffe de Service FBSA	DGD
Gbokou	Lambert	Conseiller technique	PROSAR
Gnamou	Comlan Yimpo	Secrétaire général	Mairie de Cobly
Gore	Abibata	Assistant technique	PROTOS
Heck	Olivier	Représentant résident	Enabel Cotonou
Hendricks	Edwin	OPS Advisor	Enabel Siège
Houndonougbo	Clément	Responsable programme SAN	LC Cotonou
Jardon	Isabelle	Responsable du suivi programme Bénin	IDP Siège
Kohoutopo	Robert	Président	Union communale des maraîchers de Natitingou
Koda	Abdel Karim	Directeur Nord Bénin	GEL
Launay	Myriam	Chargée de programme	PROTOS
Mbeti	Raymond	Animateur	Eclosio Natitingou
Mongbo	Roch L.	Secrétaire permanent	CAN
M'po	Ferdinand	Superviseur eau potable	AFDD
M'po M'bima	Alban	Superviseur technique	ERAD
Nonfodji	Pacôme	Assistant technique	PROTOS
N'tcha	Firmin	Superviseur	ERAD

<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Position</b>	<b>Organisation</b>
Opala	Jean	Assistant technique	Eclosio Natitingou
Orou	Benjamin	Chargé de programme	ERAD
Oza	Jérôme	Assistant technique AMSANA	Enabel Bénin
Paul	Catherine	Coordinatrice	AFDD
Pontikamou	Eric	Directeur exécutif	ERAD
Risch	Luc	Directeur adjoint coopération bilatérale	DGD
Sabi Nanta	Mariam	Responsable suivi évaluation	ERAD
Samba	Adam	Chef d'antenne	PROTOS
Satola	Jean Xavier	Président de la famille des exportateurs	AIAB
Sawadogo	Issa	Représentant pays	Croix Rouge de Belgique
Schellens	Mélanie	Chef de coopération	Ambassade Belge Cotonou
Seko	Amidou	Chef de projet	Croix Rouge béninoise
Slimbrouck	Johan	Chargé du suivi général du FBSA	PROTOS Siège
Somerhausen	Eric	En charge du programme Bénin	CRB Siège
Sossou	Pamphile	Directeur général	ATDA 7
Soumanou Abou	Ganyou	Assistant technique	PROTOS
Toni	Adama	Chargé de programme	LC
Van der Hoek	Harald	Représentant au Bénin (07/2017)	PROTOS
Van Malderghem	Anne	Desk géographique Guinée-Bénin	DGD
Verstraeten	Magali	Responsable ECMS (ex- chargée FBSA)	IDP Siège
<b>Tanzanie</b>			
Bakker	Sjoerd	Agri-Expert (East Africa section)	Enabel HQ
Baramayegu	Jambo	Programme Coordinator	UCRT
Bayingana	Kristina	OPS Advisor	Enabel HQ
Beda	Silvester	Manager Maisha Bora project	Iles de Paix
Beemster	Janneke	Fundraising and Donor Relations Officer	Trias East Africa
Bibonska		Member Maisha Bora programme Board	Ministry of Livestock and Fisheries
Casier	Bart	Overall coordinator	Trias East Africa
De Winne	Jasmien	Head of Cooperation	Embassy of Belgium in Tanzania
Driesen	Toon	M&E Expert	Enabel HQ
Enezael	Joseph		MVIWATA-Arusha
Hussein	Mwanahamisi		TCCIA Manyara
James	Stella		PWC
Joly	Ludovic		Iles de Paix
Kayuni		Member of Steering Committee. Government Focal personal at National	Ministry of Livestock and Fisheries

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Position</i>	<i>Organisation</i>
		Level	
Kihio	Ruth		PWC
Kisiongo	Lazaro		Trias East Africa
Kitasho	Saitoti		Trias East Africa
Koromo	Parmet		MWEDO
Lardinois	Mathias	Coordinator Maisha Bora programme	Enabel Tanzania
Loure	Edward		UCRT
Lumole	Zerida	Nutrition officer	Childreach Tanzania
Lyekumva	Reginald	District Livestock Officer (focal point MB)	Longido District Office
Makoi	Charles		TCCIA Arusha
Minde	Beatrice	Programme Advisor	Trias East Africa
Mnzava	Issa	Regional Livestock Officer (focal point MB)	Manyara Region
Munisi	Arnold	District Livestock Officer	Simanjiro District Office
Muruiri	Juliana	Head of Nutrition	WFP Tanzania
Mwanganela	Thadeo	Programme Manager	OIKOS East Africa
Nakoy	Lilian		Trias East Africa
Ntambo	Julius		Trias East Africa
Ololotu	Munica		LCDO - Longido
Rajabu	Zainabu		TCCIA Manyara
Ringo	Emmanuel	Nutrition officer	Childreach Tanzania
Sayalel	Kuya	Project Officer	HEIFER
Shosho	Neema	National Nutrition Officer	WFP Tanzania
Smis	Tom	Head Tanzania Office	Enabel Tanzania
Sulumo	Damian	Programme Officer	MVIWATA-Arusha
Syokino	Joyce	Coordinator	LCDO - Longido
Tarimo	Mercy	Manager	Childreach Tanzania
Van der Jagt	Peter		VSF-B
Yeddy	Michael		LCDO - Longido
Zoccheddu	Titiana	Head of Programme	WFP Tanzania
		District Executive Director (DED)	Simanjiro District Office
<b>Mozambique</b>			
Acheampong	Kwaku	Head of the South Department	FOS
Agy de Araujo	Mamunune Figueedo	Senior Programme Officer Provincial Advisor for Economy and Finance	ENABEL Provincial Directorate for Economy and Finance. Gaza Province
Boane	Etelvina	Deputy principal	EPFR Guija-Chinhacanine
Cervera	Ramon	Local Development Finance Officer	UNCDF
Chambote	Raul	Programme Policy Officer	WFP
Chilaule	Castelo Jonas	Technician of District Department of Education	District Government
Chirrute	Clemencia	SETSAN focal point Gaza	SETSAN
Dezyn	Thibaud	Collaborator	FOS
Diana		Head of Gaza Field Office	WFP
da Graca	Simoes Cardoso	Technician of District	District government



<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Position</b>	<b>Organisation</b>
		Department of Education	
Hamido	Luis	Responsible for Gaza Field Office	WFP
Janssens	Laurence	Enabel Director for Mozambique and South Africa	Enabel
Jose	Tony	SETSAN Programme Officer	SETSAN
Laite	Santos Jaime	Technician of District Department of Agriculture	District Government
Laquieque	Agostinho	Technical Coordinator	DISOP
Lopez	Claudia	Acting Head of SETSAN	SETSAN
Mabunda	Pinto Jorge	Technician of District Department of Agriculture	District Government
Macucule	Baltazar	Gaza FAO Livestock specialist	FAO
Machava	Aurelio	Principal	EPFR Guija-Chinhacanine
Maluleque	Carlos	Safety officer	Community committee
Mapilele	Eugeio Lucas	Technician of District Department of Infrastructure	District government
Massingue	Adelino Jose	District Administration Technician	District government
Matavele	Jaime Salvador	Technician of District Department of Infrastructure	District government
Matavele	Rosário	Programme coordinator (former)	SETSAN/Enabel
Matusse	Eufrasia Manuel	Technician of District Department of Women and Social Action	District government
Meulders	Caroline	Dienst Centraal- en Zuidelijk Afrika. Desk RDC-Mozambique	Belgium MoFA
Mucavele	Arminda Silvestre	Technician of District Department of Agriculture	District government
Muncuca	Bernardo	Guija District Administrator	Government of Mozambique
Muhate	Octávio	Gaza FAO Program Coordinator	FAO
Munguambe	Carlos	Coordinator of the UNCDF project. Planning and Finance Advisor	UNCDF
Nhalungo	Crimildo	SDAE Technician (acting Head of SDAE)	SDAE (Provincial District Administration Service)
Ngombo	Toma	Monitoring and Evaluation Focal Point at the Regional Office in Johannesburg	WFP
Nyirarukundo	Marie-Goretti	Attaché for Development cooperation	Belgium Embassy Maputo
Patrocínio	Luisa	Programme Officer	FAO

<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Position</b>	<b>Organisation</b>
Pereira	Claudia	Assistant of FAO representative	FAO
Patricio	Luisa	Programme manager	FAO
do Rosario	Loudimildo	Technician of District Department of Infrastructure	District government
Sitoe	Sara	Emergency Committee - Evacuation	Community committee
VanderVelde	Jan	Monitoring and Evaluation Office	WFP
Van Malderghem	Anne	Desk géographique Guinée-Bénin (formerly responsible for Mozambique)	Belgium MoFA
Van Waeyenberge	Sofie	Manager EST a.i	Enabel
Vaz	Alipe	Monitoring and Evaluation Assistant	
Vuma	Arão	Responsible for emergency KIT	Community committee
<b>Burundi</b>			
Barancira	Nabor	Coordinateur national Burundi	FAO
Claus	Grégory	Responsable Rwanda - Burundi	CI.be
Delille	Nicolas	Chargé du Burundi	CSA
Furero	Fiacre	Chargé du FBSA à Bujumbura	FAO
Mali	Charlotte	Chargée du Burundi	CRB
Mbanzamihigo	Léonidas	Représentant de LC au Burundi	LC
Musabyimana	Tatien	Chargé du Rwanda - Burundi - RDC	WSM
Njinginya	Pie	Consultant indépendant chargé du rapport capitalisation du programme	Recruté par FAO
<b>Mali</b>			
Brismé	Christophe	Responsable des partenariats au Mali et au Niger	SOS Faim. Belgique
Cinal	Gulseher	Desk Mali & Maroc. Avant : Gestionnaire FBSA Mali.	DGD. Bruxelles
De Georgio	Fabrizio	Représentant Résident	Protos (Mali)
De Marliave	Felix	Croix Rouge belge à Dakar ; au Mali à l'époque	Croix Rouge belge
Vias	Gilles	Directeur pays	VSF (Mali)
Goretti Ntahombaye	Marie	Attaché à l'Ambassade belge à Bamako	Ambassade belge. Mali
Modibo	Touré	Chargé de programme	FAO-M1
Ngongang	Ilère	Gestionnaire du programme Afrique de l'Ouest	WSM Belgique
Ripoche	Denis	Regional director	VSF (Belgique)

<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Position</b>	<b>Organisation</b>
		Central/East Afrika	
Slimbrouck	Johan	Gestionnaire du programme Haïti. Mali. Madagascar	Protos (Belgique)
Tata	Laminou	Coordinateur de Programme	Enabel
Telemans	Bruno	Chargé de programme	FAO-M2

# Annexe E : Liste des documents consultés

## Documents stratégiques

SPF AE DGD (2010) : Note stratégique pour le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

SPF AE DGD (2014) : Manuel des procédures FBSA

SPF AE DGD (2014) : Note de stratégie du Fonds belge pour la Sécurité alimentaire

SPF AE DGD (2017) : Note de stratégie « Agriculture et Sécurité alimentaire » pour la Coopération belge au développement

## Documents pays

### Guinée

ACNG (2015) : Analyse contextuelle commune – Guinée.

ACNG (2016) : Cadre stratégique commun – Guinée. 28avril 2016.

ANASA (2017) : Enquête sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnel en République de Guinée. Rapport final. Ministère de l'Agriculture.

CTB (2017) : Contribution de la CTB à la phase de préparation du programme de coopération 2018-2021 avec la Guinée.

CTB (2017) : Etudes des déterminants socio-économiques et de gouvernance locale de l'axe Conakry – Kindia – Mamou.

ENABEL (2018) : Portefeuille Guinée 2019-2023.

ENABEL (2018) : Rapport synthétique d'activités du projet « Appui au développement agricole dans la zone Kindia-Mamou – période janvier à mi-novembre 2018.

PAM (2018) : Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire – AGVSAN – Guinée 2018 – Présentation des résultats.

PAM (2018) : Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire – AGVSAN – République de Guinée – rapport complet. Décembre 2018.

REPUBLIQUE DE GUINEE (2018) : Plan stratégique multisectoriel d'alimentation et de nutrition – PSMAN. 2018-2023.

REPUBLIQUE DE GUINEE (2018) : Politique nationale multisectorielle de nutrition 2018-2030.

REPUBLIQUE DE GUINEE ET CTB (2017) : Fiche d'identification – programme de développement de l'entrepreneuriat durable et inclusif sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou – proposition finalisée pour la commission mixte du 30.10.2017.

REPUBLIQUE DE GUINEE ET CTB (2017) : Fiche d'identification – programme de formation. études et expertises – proposition finalisée pour la commission mixte du 30.10.2017.

REPUBLIQUE DE GUINEE ET CTB (2017) : Fiche d'identification – She decides – promotion des droits sexuels et reproductifs – proposition finalisée pour la commission mixte du 30.10.2017.

REPUBLIQUE DE GUINEE - MINISTERE DE L'AGRICULTURE (2017) : Politique nationale de développement agricole. Décembre 2017.

REPUBLIQUE DE GUINEE - MINISTERE DE L'AGRICULTURE (2018) : Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle PNIASAN 2018-2025.

REPUBLIQUE DE GUINEE - MINISTERE DU PLAN (2017) : Plan national de développement économique et social 2016-2020.

REPUBLIQUE DE GUINEE - MINISTERE DU PLAN (2017) : Programme accéléré de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement agricole durable de la Guinée. 2016-2020.

SPF AE (2018) : Fiche pays – Guinée

SPF AE DGD (2016) : Convention générale de coopération entre la République de Guinée et le Royaume de Belgique.

SPF AE DGD (2017) : Fiche pays de la coopération belge au développement – Guinée.

SPF AE DGD (2017) : Procès-verbal de la première commission mixte entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République de Guinée.

SPF AE DGD (2017) : Programme de coopération Guinée – Belgique (2018-2022) – Commission mixte. Conakry 30.10.2017.

SPF AE DGD (2016) : Programme de démarrage de la coopération gouvernementale entre la République de Guinée et le Royaume de Belgique.

SPF AE DGD (2017) : Projet de note de base – préparation du programme de coopération Guinée-Belgique.

## **Bénin**

ACNG (2015) : Analyse contextuelle commune – Bénin.

ACNG (2016) : Cadre stratégique commun – Bénin.

AIAB (2017) : Plan stratégique de développement de l'Association interprofessionnelle de l'ananas du Bénin (2017-2021).

CAN (2018) : Enquête sur l'alimentation, la santé et la nutrition dans les communes d'intervention du PMASN.

IDIS (2014) : Etude contextuelle de la sécurité alimentaire dans le département de l'Atacora (Bénin) pour le FBSA.

INSAE (2019) : Enquête démographique et de santé 2017-2018.

MAEP (2017) : Plan stratégique de développement du secteur agricole (2025) et Plan national d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2017-2021).

Ministère de la santé (2009) : Plan stratégique de développement, de l'alimentation et de la nutrition.

SPF AE (2017) : Bénin - Fiche pays – coopération gouvernementale.

SPF AE (2018) : Entreprenariat inclusif et durable dans le secteur agricole au Bénin.

SPF AE (2018) : Fiche pays Bénin.

### **Documents technique et financier du programme FBSA**

CRB (2015) : Programme AMSANA – DTF du projet de la CRB : Améliorer les pratiques nutritionnelles et d'hygiène dans les communautés des villages cibles des communes de Boukoumbé, Matéri, Cobly et Tanguiéta.

ENABEL (2018) : Stratégie Bénin (en préparation du nouveau portefeuille).

ENABEL (2018) : Formation sur le genre.

IDP (2015) : Programme AMSANA – DTF du projet des IDP : Projet d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'Atacora par la promotion du maraîchage et du maïs.

LC (2012) : Le genre au quotidien – Pas à pas vers une approche innovante d'intégration genre.

LC (2015) : Programme AMSANA – DTF du projet de LC : Appui aux initiatives entrepreneuriales et promotion du fonio.

LC (2019) : Outils d'intégration environnementale.

PROTOS (2015) : Programme AMSANA – DTF du projet de PROTOS : Maraîchage en contre-saison et accès amélioré à un service durable d'eau potable.

SPF AE DGD (2015) : AMSANA – Dossier Technique et financier Intervention de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Bénin dans les communes de Boukoumbé, Cobly, Matéri et Tanguiéta 2015-2020.

### **Documents suivi et évaluation du programme FBSA**

CRB (2017) : Programme AMSANA – Projet de la CRB : Rapport annuel 2016 – Rapport narratif d'avancement du projet.

ENABEL (2017) : Rapport annuel 2016 du programme AMSANA.

ENABEL (2018) : Rapport de la revue à mi-parcours du Programme « Appui Multisectoriel à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans l'Atacora » (AMSANA). BENIN.

ENABEL (2019) : Rapport annuel 2018 du programme AMSANA.

ENABEL (2019) : Planification opérationnelle et financière 2019 du programme AMSANA.

IDP (2017) : Programme AMSANA – Projet des IDP : Rapport narratif sur l'état d'avancement de la promotion du maïs et du maraîchage en 2016.

LC (2017) : Programme AMSANA – Projet de LC : rapport narratif d'avancement – Tranche 1.

PROTOS (2017) : Programme AMSANA – Projet de PROTOS : Rapport annuel 2016.

SPF AE DGD (2017) : AMSANA. Rapport Baseline.

SPF AE DGD (2018) : AMSANA. Revue à mi-parcours. Niveau de réalisation des objectifs et résultats.

## Tanzanie

Belgian Technical Cooperation (2009) : Indicative Development Cooperation Programme 2010-2013 between the Government Tanzania and the Kingdom of Belgium. Dar es Salaam.

Belgian Technical Cooperation (Undated): Technical & Financial File Food Security In Longido And Simanjiro Districts. Support To The Coordination Of The BFFS Programme "Maisha Bora" Tanzania. Dar es Salaam

IDIS (2013) : Context Study for a Food Security Program of the Belgian Fund for Food Security (BFFS) in Longido and Simanjiro districts in Tanzania. Kasterlee.

World Bank (2017) : United Republic of Tanzania Systematic Country Diagnostic. Report No. 110894-TZ. Washington.

Technical and Financial documents on the BFFS programme

VSF. IDP. Trias. WFP and BTC (2014) : Maisha Bora. Belgian Food Security Program for the Longido & Simanjiro districts of Tanzania 2015-2020 funded by Belgian Fund for Food Security (BFFS) in partnership with VSF-Belgium. Iles de Paix. Trias. WFP and BTC.

BTC (2014) : Technical and Financial File – Food Security in Longido and Simanjiro Districts. Support to the Coordination of the BFFS Programme "Maisha Bora"

IDP (2014) : Technical and Financial File – «Maisha Bora» Belgian Food Security Programme for Longido and Simanjiro. Tanzania (2015-2020)

Trias (2014) : Technical and Financial File – «Maisha Bora» Belgian Food Security Programme for Longido and Simanjiro. Tanzania (2015-2020)

VSF (2014) : Technical and Financial File – Maisha Bora Belgium Food Security Project

WFP (2014) : WFP Project Proposal for a Food Security Programme of the Belgian Fund for Food Security (BFFS) in Longido and Simanjiro Districts in Tanzania (2015-2019)

M& E documents on the BFFS programme

Enabel (2019) : Maisha Bora Annual Narrative Progress Report (Part 1); Belgian Food Security Programme in Tanzania for the Districts of Longido & Simanjiro.

Enabel (2019) : Maisha Bora Annual Narrative Progress Report (Part 1- Annexes); Belgian Food Security Programme in Tanzania for the Districts of Longido & Simanjiro.

Enabel (2018) : Maisha Bora Annual Narrative Progress Report (Part 1); Belgian Food Security Programme in Tanzania for the Districts of Longido & Simanjiro.

Iles de Paix (2019) : Maisha Bora Annual Narrative Progress Report – Belgian Food Security Programme in Tanzania for the districts of Longido & Simanjiro. Year 2018.

Iles de Paix (2018) : Maisha Bora Annual Narrative Progress Report – Belgian Food Security Programme in Tanzania for the districts of Longido & Simanjiro. Year 2017.

Sopex Consulting (2017) : Mid-Term Review of the Intervention Maisha Bora: Belgian Food Security Programme in Tanzania for the Districts of Longido and Simanjiro.

Trias (2018) : 2017 Maisha Bora Annual Narrative Progress Report – Belgian Food Security Programme in Tanzania for the Districts of Longido and Simanjiro.

United Republic of Tanzania (2012): The Tanzania Long Term Perspective Plan (Ltp). 2011/12-2025/26. The Roadmap to A Middle Income Country. President's Office. Planning Commission. Dar es Salaam

United Republic of Tanzania (2016): National Five-Year Development Plan 2016/17 – 2020/21. "Nurturing Industrialization for Economic Transformation and Human Development" . Ministry of Finance and Planning. Dar es Salaam

VSF-B (2018) : Maisha Bora – Belgian Food Security Programme in Tanzania for the Districts of Longido & Simanjiro; Narrative Progress Report Tranche 3; Livestock Component; April 2017 – June 2018.

WFP (2017) : Maisha Bora – Annual Narrative Progress Report Belgian Food Security Programme in Tanzania for the districts of Longido & Simanjiro.

## **Mozambique**

Deloitte (2016) : "Mozambique's Economic Outlook 2016".

Government of Mozambique (2014) : Food and Nutrition Security Programme in Mozambique (2012-2017) – Project Document.

Government of Mozambique (2016) : Mozambique: SUN Movement progress report 2016  
Indicatif Samenwerkingsprogramma Mozambique2013-2017 (definitief).

NAI (2018) : "Debt, Aid and Poverty In Mozambique: Lessons Learned From the Debt Crisis".

Ricardo Santos e Vincenzo Salvucci (2017) : "Pobreza e bem-estar multidimensional em Moçambique". Policy Brief.

SPF AE DGD (2013): Nota aan de heer Jean-Pascal Labille. Minister van Overheidsbedrijven en Ontwikkelingssamenwerking - BFVZ – Mozambique.

UN Mozambique (2015) : The United Nations Agenda for the reduction of chronic undernutrition in Mozambique 2015-2019.

WFP (2016) : Mozambique Trend Analysis: Key Food Security & Nutrition Indicators.

### **Technical and financial documents of the BFFS programme**

BTC (2012): Technical and Financial File – Technical expertise to support the coordination of the Food Security and Nutrition Programme in Gaza Province. Mozambique.

DISOP (2012): Technical and Financial File – Creation of 2 Professional Rural Family Schools in the framework of the Food Security Programme in Gaza.

FAO (2012) : Technical and Financial File - Food Security and Nutrition Programme in Gaza Province.

FOS (2012) : Technical and Financial File - Improving the livelihoods of peasant farmers, farm labourers and their families in Gaza Province. Mozambique.

UNCDF (2012) : Technical and Financial File - Local Development Financing for Food Security in the Gaza Province.

WFP (2012): Technical and Financial File - WFP project proposal for Food Security and Nutrition Programme in 6 Districts in Gaza Province.



## **M&E documents of the BFFS programme**

AFC (2016) : Mid-Term review report – Food security and Nutrition Programme in 6 districts of Gaza Province. Mozambique.

BTC (2014) : BTC Coordinatie FSNP–Gaza Mozambique : Verslag Missie 2014 September-October.

BTC (2014) : BTC Coordinatie FSNP –Gaza Mozambique Verslag Missie II 2014.

BTC/SETSAN (2014) : Technical Expertise to support the coordination of the Food Security and Nutrition programme (FSNP) in Gaza Province. Mozambique.

DGD (undated) : FSN-programma MOZAMBIQUE.

DISOP (2014) : Rapport intermédiaire du projet du Fonds Belge de sécurité alimentaire à Gaza.

DISOP : DISEOP final narrative report of the food security and nutrition programme (FSNP) in Gaza Province. Mozambique

DISOP (2018) : Rapport final Rapport narratif final du programme du Fonds Belge de Sécurité Alimentaire pour les 6 districts du nord de la province de Gaza au Mozambique.

Enabel & Calipso (2018): Capitalização do Programa de Segurança Alimentar e Nutricional na Provincia de Gaza. Mozambique.

FAO (2014. 2015. 2016. 2017. 2018) : Food Security and Nutrition Programme in Gaza Province – Annual Progress Report.

FOS (2009): Mid-Term Evaluation of the Improvement of food security of smallholder farmers in the Districts of Mossurize and Machaze (Manica Province). Mozambique”.

FOS (2018) : Narrative progress report on year 5 of the BFFS project - Improving the livelihoods of peasant farmers, farm workers and their families in Gaza Province. Mozambique.

UNCDF (2015. 2016. 2017) : Narrative and financial progress report - Local Development Financing for Food Security in the Gaza Province.

UNCDF (2014) : Projet Renforcement des Capacités Institutionnelles des Communes (PRCIC).

UNCDF (2015) : Projet Renforcement des Capacités Institutionnelles des Communes (PRCIC).

UNCDF (2016) : Performance Assessment Report. Provincial Directorate of Economy and Finances. Provincial Directorate of Land, Rural Development and Environment

UNCDF (2018) : Food Security and Nutrition Programme - UNCDF component within the BFFS partnership framework Narrative Progress Report - September 2017 - August 2018 4th BFFS disbursement period.

UNCDF (2017) : Annual Performance Assessment. Food Security and LoCAL Programme. Provincial Directorate of Economy and Finances. Provincial Directorate of Land, Rural Development and Environment

WFP (2016. 2017) : Annual Progress Report of the BFFS project. Improving food security and nutrition of vulnerable households in 6 districts in Gaza Province. Mozambique

WFP (2019): Evaluability Assessment Report. Food Security and Nutrition Joint Programme in 6 Districts of Gaza Province (2014-2018): WFP Component

## Burundi

ACNG (2015) : Analyse contextuelle commune – Burundi.

ACNG (2016) : Cadre stratégique commun – Burundi.

SPF AE DGD (2018) : Fiche pays de la coopération belge – République du Burundi.

Gouvernement burundais (2018) : Plan National de Développement du Burundi 2018-2027.

SHER – INGENIEURS-CONSEILS (2012) : Déterminants de l'insécurité alimentaire dans huit communes de la région naturelle du Moso.

### **Documents technique et financier du programme FBSA**

CARITAS (2013) : DTF : Projet d'amélioration durable de la disponibilité alimentaire dans les 3 communes de la région de Moso (PADDAM).

CRB (2013) : DTF : Amélioration de la situation nutritionnelle des populations des communes de Cendajuru. Kinyinya et Gisuru.

CSA (2013) : DTF : Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Gisuru. Kinyinya et Cendajuru.

FAO (2013) : DTF : Programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les communes de Cendajuru. Kinyinya et Gisuru dans le Nord-Est du Moso. Partie 1 : coordination.

FAO (2013) : DTF : Programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les communes de Cendajuru. Kinyinya et Gisuru dans le Nord-Est du Moso. Partie 2 : contribution détaillée des 7 organisations partenaires.

LC (2013) : DTF : Projet d'amélioration durable de l'accès aux semences, aux intrants et outillage agricole dans 3 communes de la région du Moso – PADASIO.

UNCDF (2013) : DTF : Appui au renforcement des capacités institutionnelles de trois communes (Cendajuru, Gisuru et Kinyinya) pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

WSM (2013) : DTF : Projet d'appui au renforcement et à la diversification des emplois et des revenus non agricoles dans les communes de Kinyinya, Gisuru et Cendajuru dans la région du Moso - PARDERNA.

### **Documents suivi et évaluation du programme FBSA**

CAPAD et CSA (2019) : Témoignages d'agriculteurs burundais. Récits et enseignements des actions CAPAD/CSA menées dans la région du Moso. Burundi (2013-2018). Document de capitalisation.

CARITAS (2015, 2016) : Rapport narratif du projet PADDAM – Année 1 et 2.

CARITAS (2019) : Rapport narratif final du projet PADDAM.

Cendajuru, Gisuru, Kinyinya (2014, 2015) : Rapport annuel.

CRB (2014) : Rapport narratif d'avancement du projet « Amélioration de la Situation Nutritionnelle des Populations des Communes de Cendajuru, Kinyinya et Gisuru » - Année 1.

CRB (2016) : Rapport financier année 2016 du projet « Amélioration de la Situation Nutritionnelle des Populations des Communes de Cendajuru. Kinyinya et Gisuru ».

CRB (2019) : Rapport narratif final du projet FBSA-MOSO Croix Rouge 2014-2018.

CRB (2019) : Evaluation de la situation nutritionnelle par la méthodologie smart dans les communes de Cendajuru. Gisuru et Kinyinya. Province de Cankuzo et Ruyigi au Burundi.

CSA (2015. 2016) : Rapport annuel narratif du projet « Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Gisuru. Kinyinya et Cendajuru » - année 1 et 2.

CSA (2016) : Evaluation à mi-parcours du programme FBSA/MOSO. Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes Cendajuru. Gisuru et Kinyinya exécuté par CSA/CAPD.

CSA (2019) : Evaluation finale du projet CAPAD/CSA au MOSO.

FAO (2015. 2016) : Rapport narratif d'avancement - Projet GCP/BDI/035/BEL « Appui de la FAO à la coordination globale du programme au Burundi dans le cadre du « Programme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru. Gisuru et Kinyinya-Burundi » - Année 1 et 2.

FAO (2018) : FAO au Burundi : Réflexion régionale sur l'agriculture commerciale pour la promotion des chaînes de valeurs durables et résiliences au changement climatique.

FBSA (2019) : Programme multi-acteurs de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru. Gisuru et Kinyinya » 2013-2018. Capitalisation des bonnes pratiques.

GROUPE BAD (2018) : Perspectives économiques en Afrique (PEA) 2018. Note pays – Burundi.

LC (2016) : Rapport d'évaluation à mi-parcours du projet PADASIO. Mpeteye Jean Baptiste consultant.

LC (2019) : Rapport narratif final du Projet d'Amélioration Durable de l'Accès aux Semences. aux Intrants et Outillages agricoles dans 3 communes de la région du Moso.

LC (2019) : Rapport narratif final du Projet d'Alphabétisation pour la promotion de la Sécurité Alimentaire et l'amélioration de la participation de la Femme dans le Développement

MINAGRIE (2008) : Stratégie Agricole Nationale 2008-2015.

PAM (2017) : Analyse de la Sécurité Alimentaire en situation d'urgence au Burundi Mars 2017.

SNOY et D'OPPUERS Thérèse et GEERTS David (2014) : Rapport de la visite à 6 projets du FBSA (17-24 novembre 2013).

WSM (2015. 2016. 2017. 2018) : Rapport narratif d'avancement du projet PARDERNA – année 1. 2. 3 et 4.

WSM (2016) : Evaluation à mi-parcours du projet d'appui au renforcement et à la diversification des emplois et des revenus non agricoles dans les communes de Kinyinya. Gisuru et Cendajuru dans la région du Moso.

WSM (2019) : Rapport narratif final du Projet d'appui au renforcement et a la diversification des emplois et revenus non agricoles « Parderna ».

## Mali

SPF AE (2011) : Note à Monsieur Paul Magnette. Ministre de la Coopération au Développement.

SFP AE DGD (2016) : Note de Base – Stratégie et programme de Coopération Belgique – Mali 2016-2019

SFP AE DGD (2016) : Programme de Coopération Belgique – Mali (2016-2019)

SFP AE DGD (2018) : Fiche Pays - Mali

### **Documents technique et financier du programme FBSA**

CRB (2011) : Document technique et financier - Amélioration de la sécurité nutritionnelle des populations des cercles de Nara et Nioro

FAO (2011) : Document technique et financier - Appui de la FAO a la Coordination Globale du Programme

FENU (2011) : Document technique et financier - Appui au renforcement des capacités des Collectivités Territoriales pour la gestion des Investissements Structurants

PROTOS (2011) : Document technique et financier - Programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel – Volet Eau

SOS Faim (2012) : Document technique et financier - Amélioration de la sécurité nutritionnelle des populations des cercles de Nara et Nioro

VSF (2011) : Document technique et financier - Amélioration de la sécurité nutritionnelle des populations des cercles de Nara et Nioro

WSM (2011) : Document technique et financier - Présentation de la Contribution de WSM au Programme de l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Mali

### **Document suivi et évaluation du programme FBSA**

AFC Agriculture & Finance Consultants (2017) : Evaluation finale du PLIAM

CRB (2013. 2014. 2015) : Rapport narratif FBSA

FAO (2013. 2014. 2015. 2016) : Rapport d'avancement du Programme FBSA

FAO (2018) : Appui à la coordination globale du programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les deux cercles de Nara et Nioro du Sahel (Mali). Conclusions et recommandations du projet.

FENU (2013. 2014. 2015) : Rapport narratif d'avancement de la composante Appui aux Collectivités Locales du programme FBSA Nara / Nioro

IEH (2015) : Evaluation à mi-parcours du PLIAM

PROTOS (2013. 2014. 2015) : Rapport narratif PLIAM

SOS Faim (2014. 2015. 2016) : Rapport narratif d'avancement du programme FBSA

Van der Heide A. M Diawara. 2017. Rapport provisoire de l'évaluation finale du PLIAM.

---

Evaluation du FBSA, de l'intégration du thème de la sécurité alimentaire et de l'approche multi-acteurs dans le cadre de la Coopération belge au développement  
Projet de rapport final – octobre 2019 – Particip

VSF (2013. 2014. 2015) : Rapport narratif d'avancement de la composante Elevage

WSM (2014. 2015. 2016) : Rapport des interventions et résultats atteints au niveau des composantes 1. 2 et 3 par Kondo Jigima. UTM et Solidarité Mondiale

## **Nouvelle programmation**

ENABEL. SPF AE DGD (2018) : Portefeuille du nouveau Programme de Coopération bilatérale bénino-belge pour la période 2019-2023.

ENABEL (2019) : Portefeuille Guinée 2019-2023

ENABEL (2019) : Portefeuille Burkina Faso 2019-2023

## **Autres**

WFP (2017) : The Cost of Hunger in Africa